L'ABEILLE DE LA N. ORLEANS.

BUREAUX, No 73, RUE DE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLEANS

DIMANCHE MATIN, 12 JUILLET.

Convention Démocratique.

DISCOURS DE HORATIO SEYMOUR.

Le gouverneur Seymour, en prenant place au fauteuil, a prononcé le discours suivant :

Messieurs de la Convention : Je vous remercie de l'honneur que vous m'avez fait en m'appelant à vous présider. Cette Convention se compose d'un grand nombre de délégués de toutes les parties du pays. Nous sommes, en grande partie, étrangers les uns aux autres, et nous avons sur les sujets qui agitent notre patrie des manières de voir différentes. Nous ne pouvons être, d'emblée, au courant de nos vues respectives, et savoir tous les faits qui impressionnent l'esprit des autres. Cependant notre session doit être courte, et nous sommes obligés d'agir sans délai sur des questions d'un caractère irritant et d'une profonde importance pour notre pays. Malheur! Perdre, réprimer toute manifestation de passion, chasser de notre esprit tout soupçon de mécontentement, tel est le premier devoir, en ce moment (Applaudissements.) Je compte sur votre sentiment du devoir et non sur ma propre habileté, pour me soutenir dans la mission que votre bienveillante partialité m'a confiée.

Jamais citoyens ne se trouvèrent sous le coup d'une plus grande responsabilité que celle qui pèse maintenant sur nous. (Applaudissements.) Ce n'est pas seulement le triomphe d'un parti que nous avons en vue. Nous faisons une tentative pour sauver notre pays des dangers qui le menacent. Nous désirons écarter de lui les inquiétudes et les entraves qui, sous la forme de mauvaises lois et d'impôts écrasants, paralysent nécessairement les affaires et le travail dans le pays. (Marques d'approbation.)

Nous espérons aussi que nous pourrons rendre l'ordre, la prospérité et le bonheur aux sections de notre pays qui souffrent si cruellement aujourd'hui dans leurs foyers et dans toutes les branches de leur industrie, par suite des malheureux événements des huit dernières années.

Vous prouverez, j'en suis convaincu, que nous sommes mûs par un désir sincère d'aider toutes les classes de nos concitoyens. Tout en évitant toute expression blessante envers les hommes, nous devons maintenir l'attention publique fixée sur les questions qu'il est maintenant nécessaire d'aborder et de résoudre. (Approbation).

Abandonnons le passé au jugement calme de l'avenir et abordons résolûment les périls du jour (approbation.) Nous sommes forcés de répondre aux assertions émises dans les résolutions votées par la dernière convention républicaine. Je mets en fait qu'il n'y a pas dans cette assemblée un homme qui ait dans le cœur le désir d'exciter autant de ressentiments contre le parti républicain qu'a, non provoqué la lecture de ces résolutions dans l'esprit des masses éclairées par les événements récents, et en vue de l'état présent du pays.

En premier lieu, les républicains félicitent l'homme d'affaires soucieux, le contribuable écrasé d'impôts, l'ouvrier dont la journée de travail est allongée par le coût croissant des choses nécessaires à l'existence, sur le succès de cette politique de reconstruction qui leur a valu tous ces maux par le coût de son despotisme militaire et par la corruption de ses agences [illegible]

[illegible] une résolution, ils dénoncent toute espèce de répudiation comme un crime national [illegible] ils invitent des citoyens [illegible] des espèces à forcer leurs créanciers [illegible] en paiement un papier déprécié [illegible] d'une grande partie [illegible] en violation du contrat le [illegible] (Applaudissements prolongés.)

[illegible] un crime national, c'est [illegible] les citoyens de ce pays à [illegible] promesses individuelles [illegible] N'était-ce pas un crime de [illegible] de cet Etat et d'autres [illegible] papier monnaie, qui à cer[illegible] plus de 40 cents à [illegible] les espèces qu'ils avaient [illegible] chemins et des canaux [illegible] sources de richesses [illegible] (Applaudissements.)

[illegible] qu'il est dû aux travailleurs [illegible] taxe soit égalisée, [illegible] impôt inégal? Sans [illegible] à faire payer à [illegible] une autre les parties [illegible] de la loi locale [illegible] existences et leurs biens, d'é[illegible] contraire à la sagesse et nuisible [illegible] Cela a fait descendre le [illegible] des conditions qui [illegible] font toujours tort au crédit [illegible]

[illegible] la meilleure politique pour [illegible] de notre dette est d'améliorer [illegible] de façon que les capitalistes [illegible] prêter de l'argent à des taux [illegible] que ceux que nous payons [illegible] que nous devons continuer [illegible] menacée de répudiation [illegible] soupçonnera. Alors pourquoi [illegible] millions des impôts tirés [illegible] pays pour entretenir une [illegible] despotique et pour étouffer l'existence [illegible] quand cet argent employé à payer [illegible] pourrait amener les capitalistes à chercher [illegible] de fonds à des taux plus bas [illegible] cette répudiation déguisée [illegible] rait pas attaché de [illegible] du monde.

Ils déclarent encore que [illegible] qui furent fidèles dans les épreuves [illegible] dernière guerre, il n'en est pas [illegible] spécialement droit à être honorés [illegible] soldats et marins qui ont [illegible] campagnes et des croisières [illegible] leur vie au service du pays. Les [illegible] pensions, accordées par les lois [illegible] défenseurs de la nation, sont une dette [illegible] ne doit jamais oublier. Les veuves [illegible] orphelins des victimes de la guerre [illegible] du peuple, legs sacré fait à [illegible] Cette mission sainte n'est elle pas [illegible] le soldat mutilé, la veuve ou [illegible] un papier-monnaie qu'ils ont [illegible] un quart au dessous de sa valeur [illegible] politique de haine, de prodigalité [illegible] militaire. La pitance accordée [illegible] blessés est raccourcie de vingt [illegible] de la valeur des espèces [illegible] droit d'attendre (Applaudissements.)

N'y a-t-il pas [illegible] dorée? Ils disent encore [illegible] étrangère, qui dans le passé [illegible] et à l'accroissement du développement [illegible] publique—qui sert de refuge aux [illegible] nations—doit être provoquée [illegible] par une politique libérale [illegible] Cette immigration étrangère est [illegible] politique que qui touche [illegible] lois qui viennent d'être passées [illegible] huit heures forment autre [illegible] de travail. Les dépenses du gouvernement [illegible] le nombre des budgétivores [illegible] le coût des choses nécessaires [illegible] suffire. Il y a eu un temps où non seulement nous pouvions inviter les Européens à partager avec nous les avantages matériels de notre grand pays; mais où nous pouvions encore dire à ceux qui fuyaient l'oppression que nous vivions sous un gouvernement de lois, interprétées et maintenues par un pouvoir judiciaire qui tenait la balance et le sabre dans un état de subordination. (Approbation.)

Nous pouvions montrer une Constitution écrite, qui non seulement limitait les pouvoirs du gouvernement, mais qui garantissait soigneusement au plus humble citoyen les droits de propriété, de liberté personnelle et de liberté de conscience. Est-ce que l'immigration est encouragée en foulant dans la poussière, en traitant avec mépris cette Constitution, en menaçant le pouvoir judiciaire, en insultant le pouvoir Exécutif, et en faisant comprendre au monde entier que les grandes garanties des droits civils et politiques sont détruites? (Applaudissements.)

Mais le chef culminant des accusations auxquelles peuvent donner lieu les folies et les crimes de ceux qui ont le pouvoir, se trouve dans ces mots: "Que nous reconnaissons les grands principes posés dans la Déclaration d'Indépendance comme la véritable base du gouvernement démocratique, et que nous accueillons avec joie tout effort tenté pour faire de ces principes une réalité sur chaque pouce du territoire américain."

Si, dans les limites de dix Etats de cette Union, un citoyen américain, surexcité par le sentiment de ses griefs, dénonçait publiquement et en toute vérité, les hommes qui sont au pouvoir, parce que, pour employer le langage même de cette Déclaration d'Indépendance, "ils ont créé une multitude de fonctions et envoyé des essaims de fonctionnaires pour harasser notre peuple et absorber ce qui doit servir à sa subsistance," il serait, selon toute probabilité, jeté en prison; où, si, dans le langage plein d'indignation de nos pères, il s'écriait qu'ils ont affecté de rendre le pouvoir militaire indépendant du pouvoir civil ou même de lui donner la supériorité, qu'ils ont aboli le système libéral de la loi anglaise et qu'ils ont établi ici un gouvernement arbitraire pour la seule offense d'avoir affirmé ces principes, il serait jugé et puni par un tribunal militaire. (Grandes acclamations).

Ayant déclaré qu'il fallait faire des principes de la déclaration d'indépendance une réalité sur chaque pouce du sol américain, ils choisissent pour leur candidat un chef militaire qui est à la tête de ce système de despotisme qui foule aux pieds le plus grand des principes de la Déclaration d'Indépendance.

Les ordres militaires considèrent comme un crime d'exprimer l'indignation et le mépris qui brulent le cœur des patriotes. Si demain, dans l'Etat où reposent les cendres de Washington, un ordre militaire s'avisait de dire que c'est une offense de déclarer que le militaire doit toujours être subordonné aux autorités civiles, d'exprimer le sentiment que c'est une honte pour notre pays de laisser des hordes de fonctionnaires dévorer la substance du peuple, celui qui emploierait ce langage pourrait être traîné en prison, fût-il sur le tombeau même où reposent les restes de l'auteur de la Déclaration de l'Indépendance.

De cet outrage il ne peut y avoir d'appel devant les Cours; et le candidat républicain pour la présidence a accepté une position qui met une grande partie de nos concitoyens sous sa dépendance. En vue de telles choses, peut-il y avoir, dans cette Convention, un homme qui puisse se laisser détourner par l'ambition personnelle, la passion ou le préjugé, dans ses efforts pour effacer les torts et les outrages qui déshonorent notre pays!

Peut-il se trouver un homme dont le cœur soit tellement mort à tout ce qu'il y a de grand et de noble dans le patriotisme, qu'il ne soit pas prêt à faire avec joie tous les sacrifices pour le bien de son pays, pour sa liberté et pour sa grandeur? Pouvons-nous permettre que des préjugés prennent leur source dans la différence qui existe actuellement entre nos manières de voir nous empêchent de nous unir avec tous ceux qui agissent de concert avec nous pour sauver le pays? (Applaudissements.)

Nous sommes assemblés aujourd'hui pour aviser aux mesures qu'il convient de prendre pour éviter le danger qui menace notre pays, et pour l'affranchir des maux et des fardeaux qui résultent d'un mauvais gouvernement et de mauvais conseils.

Je remercie Dieu que le conflit des armes ait cessé, et qu'une fois encore, dans la grande Convention de notre parti, nous puissions faire l'appel de tous nos Etats et les entendre tous répondre à leur nom. Le temps et les événements, dans leur grande évolution, nous ont amené en ce lieu pour renouveler et répandre ce gouvernement constitutionnel qui, il y a près de 80 ans, a été inauguré dans cette ville.

C'est ici que George Washington, le premier Président, a juré de préserver, de protéger et de défendre la Constitution des Etats-Unis, et c'est ici qu'en ce jour nous jurons avec la même solennité de maintenir les droits et les libertés du peuple américain. Alors comme aujourd'hui une grande guerre qui avait désolé le pays venait de cesser. Alors comme aujourd'hui bien des cœurs de patriotes aspiraient aux bienfaits d'un bon gouvernement, à la protection des lois et à l'établissement de sentiments d'estime et d'affection fraternelle entre les habitants de tous les Etats de l'Union.

Quand, en 1779, votre gouvernement a été inauguré dans cette ville, il y avait de joyeuses processions d'hommes et des grandes manifestations de joie qu'un peuple témoigne quand il sent qu'il est arrivé un événement qui doit donner au pays des avantages durables. Aujourd'hui, animés du même esprit, cette assemblée se réunit, et les races de cette ville sont remplies de masses qui sont venues des frontières les plus éloignées de notre continent. Ils sont exaltés par l'espoir que nous allons, par notre décision et par notre politique, faire revivre les bienfaits d'un bon gouvernement.

C'est un des plus heureux augures propres à nous inspirer confiance, que de voir à la tête de ceux qui demandent la restauration de la paix dans le pays ceux qui ont bravement combattu dans notre dernière guerre civile. La haine et la vengeance peuvent persister chez les âmes basses, mais ceux qui ont fait preuve du vrai courage dans les batailles nous soutiennent dans nos sentiments généreux.

Inspirons-nous donc de l'esprit qui animait George Washington et les patriotes de la Révolution, pour procéder aux mesures qui doivent inaugurer de nouveau notre gouvernement et pour le lancer de nouveau dans la carrière de la grandeur et de la prospérité. Que le Dieu Tout-Puissant nous donne la sagesse d'accomplir nos projets, et qu'il accorde à chaque Etat de l'Union les bienfaits de la paix, du bon ordre et de l'affection fraternelle.

(Cet admirable discours a été souvent interrompu par les applaudissements de l'assemblée.)

Lettre du général Blair.

La lettre suivante adressée par le général Frank P. Blair à un de ses amis, trace le programme de la résistance, et indique les engagements que M. Blair était disposé à prendre, dans le cas où il eut été choisi candidat à la présidence.

Washington, 30 juin 186[illegible]

Au colonel O. Broadhead.

Mon cher colonel: En réponse à vos demandes, je prendrai la liberté de vous dire que je laisse à votre discrétion le soin de décider, après consultation avec mes amis du Missouri, si mon nom sera présenté à la Convention démocratique, et de soumettre ce qui suit comme étant ma manière de voir sur la seule et véritable question en litige dans cette lutte.

"La politique de reconstruction des radicaux aura porté ses fruits avant la prochaine élection, les Etats, si longtemps exclus, auront été réadmis; le suffrage des nègres sera établi, et les *carpet baggers* se seront installés dans les deux Chambres du Congrès. Il ne serait pas possible de changer la composition politique du Sénat, même si les démocrates élisaient leur président et la majorité des membres de la seconde Chambre. Nous ne saurions par conséquent, abroger la législation du Congrès actuel sur la construction par l'intervention du Congrès suivant; le Sénat empêcherait cette abrogation. Devons-nous nous soumettre? Comment renverser cette législation? On ne peut le faire que par l'intervention du pouvoir exécutif, qui jure de maintenir la Constitution et qui faillirait à son devoir, s'il permettait qu'elle périt étouffée sous des lois faites en violation de ses dispositions.

"Si le Président élu par la démocratie fait exécuter les lois de reconstruction, ou s'il permet à d'autres de s'y conformer, les radicaux, avec l'aide de vingt sénateurs et de cinquante représentants du Sud, auront le dessus dans les deux Chambres du Congrès; et la nouvelle administration sera aussi impuissante que l'est actuellement celle de M. Johnson.

"Il n'y a qu'un seul moyen de rétablir le gouvernement et la Constitution. Il faut que le nouveau Président déclare les lois de reconstruction nulles et non avenues, qu'il ordonne à l'armée de détruire les gouvernements du Sud, en dispersant les *carpet baggers*, et qu'il permette aux électeurs blancs de réorganiser leurs propres gouvernements et d'élire les sénateurs et des représentants. La Chambre des représentants contiendra une majorité de démocrates des Etats du Nord; elle sera prête à accueillir les membres élus par le peuple blanc du Sud; et, avec l'aide du Président, il ne sera pas difficile d'obliger le Sénat à se soumettre une fois de plus aux obligations de la Constitution. Les sénateurs ne sauraient pas résister à l'opinion publique, si elle était clairement exprimée sur cette question fondamentale. Pour éviter toute querelle future, il faut donc poser franchement cette question devant le pays.

"Je répète que le seul problème que nous devons nous attacher à résoudre est celui-ci: Nous soumettrons-nous aux usurpations par lesquelles le gouvernement a été renversé, ou travaillerons-nous à sa complète restauration? Il est oiseux de parler des *greenbacks*, des bons, de l'or, de la foi publique et du crédit national. Que pourrait faire un président démocrate, sur ces divers sujets, avec un Congrès dont les deux branches seraient dirigées par les *carpet baggers* et leurs alliés? Il serait réduit à l'impuissance; il ne pourrait arrêter les avances de fonds au moyen desquelles les nègres paresseux sont formés en clubs politiques, ne dont qu'une forte armée est maintenue à grands frais sous les armes pour protéger ces vagabonds et pour leur permettre de dégrader le scrutin. Ces prodigalités absorbent les revenus et les ressources du gouvernement, elles détruisent son crédit et expliquent la différence qui existe entre l'or et les *greenbacks*. Nous devons rétablir la Constitution, avant de pouvoir réorganiser les finances; et pour y réussir il nous faut un président qui exécutera la volonté du peuple en foulant aux pieds les usurpations du Congrès, à commencer par les lois de reconstruction. Je désire que mon nom paraisse devant la convention à côté du programme ci-dessus, qui comprend dans son ensemble tout ce qui vaut la peine d'être défendu, et tout ce qui peut donner de la dignité, de l'honneur et de la valeur à la lutte.

FRANK P. BLAIR.

Compagnie d'Assurance de l'Union de la Nlle-Orléans.

ONZIEME ETAT ANNUEL

Des affaires de la Compagnie d'Assurance de l'Union de la Nlle-Orléans.

Montant des primes reçues dans l'année expirée le 30 avril 1868.		
Primes sur risques d'incendie	$119,[illegible]	
" " de navires	27,314 [illegible]	
" " de mer	52,141 [illegible]	
Risques non expirés le 30 avril 1867	34,541 [illegible]	
		$2[illegible]
En moins, primes remboursées		4,7[illegible]
Montant des primes		22[illegible]
Pertes payées dans l'année—		
Pertes par incendie	$19,044 [illegible]	
" sur les rivières	25,5[illegible]	
" sur mer	33,[illegible]	
Total des pertes	77,7[illegible]	
Réassurances	9,7[illegible]	
Dépenses et intérêt de scrip; en moins, escomptes et intérêt	10,95[illegible]	
Taxes et revenu int.	9,771 [illegible]	
Vingt cinq et quinze pour cent remboursé	25,[illegible]	
En réserve pour risques non expirés	37,506 [illegible]	
		$171,[illegible]
Bénéfice net		50,[illegible]
L'actif de la Compagnie est:		
Prêts garantis		17,7[illegible]
" " par hypothèque		19,[illegible]
Effets à recevoir pour primes		7,2[illegible]
Actions, bons et autres garanties		146,3[illegible]
Propriétés foncières		19,[illegible]
Comptes individuels pour primes		10,[illegible]
En caisse		65,5[illegible]
Scrip d'autres Compagnies		2,0[illegible]
		$17[illegible]

Le tableau qui précède est une copie exacte faite sur les livres de la Compagnie.

A. CHIAPELLA, Président.

J. [illegible] CRAWFORD, Secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE.

Paroisse d'Orléans—Ville de la Nouvelle-Orléans.

Assermenté et signé pardevant moi, ce troisième jour de mai 1867.

S. MAGNER, notaire public.

Les Directeurs ont déclaré un dividende de vingt [illegible] par action, lequel sera porté en crédit des [illegible] non encore payées. Des certificats d'actions payés [illegible] seront délivrés aux actionnaires à partir du [illegible] juillet 1868.

Les Directeurs ont en outre résolu de racheter vingt cinq pour cent du scrip (non encore payé) de la Compagnie, à partir du 1er juin 1868.

Il sera payé aux porteurs, à partir du 1er juin 1868, six pour cent d'intérêt sur le scrip non encore payé de la Compagnie.

— DIRECTEURS —

A. F. Rader,	A. Chiapella,	L. F. Generes,
L. Moulor,	W. S. Schmidt,	R. W. Adams,
C. Cohn,	B. Sery,	J. J. Fernandez,
A. Conrad,	J. A. Seignouret,	P. L. Millaudon,
J. Goldstein,	V. Barthe,	C. Blanchin.

14 mai—1 m

SECOND ETAT ANNUEL DE LA

Compagnie d'Assurance des Facteurs et des Commerçants.

39..........Rue Carondelet..........39

Nlle-Orléans, 30 avril 1868.

LES Directeurs, conformément à la charte de la Compagnie, publient l'état suivant des affaires de la dite Compagnie pour l'année expirée le 30 avril 1868—savoir :

PRIMES		
Sur risques d'incendie	$ 91,739,60	
" risques de rivière	175,[illegible]	
" risques de mer	59,170,55	
		$[illegible] 70
En moins, primes non expirées	15,798 80	
Primes remboursées	2,[illegible]19 00	18 [illegible]02 00
Montant des primes		$307,[illegible] 70
PERTES ETC., PAYEES		
Sur risques d'incendie	$ 24,059 82	
" risques de rivières	119,538 77	
" risques de mer	56,012 57	
Réassurances	19,668 30	
Retaxations (rebate returns)	17,515 15	
Taxes d'Etat, de ville et de revenu inté.	[illegible],989 07	
Frais généraux, intérêt et escompte en moins	20,704,06	[illegible] 23
Bénéfice net		$51,016 47

L'ACTIF DE LA COMPAGNIE EST COMME SUIT :

Billets pour actions	$3[illegible]
En caisse	16[illegible]
Primes en voie de perception	[illegible]
Prêts garantis	[illegible]
Effets à recevoir—divers débiteurs	[illegible]
Actions des chemins de fer de ville	[illegible]
Meubles et installations de bureau	[illegible]
	$[illegible]

Le tableau qui précède est une copie exacte faite sur les livres de la Compagnie.

MICHEL MUSSON, Président.

ED. A. PALFREY, Secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE.

Paroisse d'Orléans, ville de la Nouvelle-Orléans.

Les Directeurs ont résolu de payer à partir du 30 juin prochain (1868) au DIVIDENDE-INTERET de DIX pour cent par an sur les paiements de capital accomplis et un DIVIDENDE COMPTANT de QUINZE pour cent aux actionnaires sur le montant net de leurs primes participant au bénéfice de l'année.

Ils ont en outre résolu d'appeler un versement de DIX pour cent sur le capital de la Compagnie, lequel versement devra être fait le 27 juin prochain (1868) avant cette époque.

MICHEL MUSSON, Président.

HARMON DOANE, Vice-Président.

ED. A. PALFREY, Secrétaire.

—DIRECTEURS—

Moses Greenwood,	Richard Milliken,
J. W. Burbridge,	Samuel E. Moore,
W. A. Johnson,	Wm. H. Hopkins,
John I. Noble,	J. J. Warren,
John Chaffe,	Simon Block,
Hugh McColl,	B. T. Buckner,
Marshall J. Smith,	Sam'l Friedlander,
I. Caulfield,	H. Frellsen,
Alfred S. Huntington,	Wm. Geery,
L. H. Terry,	E. W. Rudd,
J. D. Blair,	Joseph Hoy,
Robert Pitkin,	Perry Nugent,
	S. Gambon.

Succession de Louis-Félix Ruleau—No 29,946.

DEUXIEME COUR DE DISTRICT de la Nouvelle-Orléans.—Avis est par le présent donné aux créanciers de la susdite succession et à toutes autres personnes que cela peut concerner, d'avoir à déduire, sous dix jours, à dater de la présente publication, les raisons pour lesquelles le compte présenté par la curatrice actuelle de la dite succession, ne serait pas approuvé et homologué, et les fonds [illegible] [illegible].

Par ordre de la Cour,

7 juillet—7,11,16 F. E. O'ROKE, Greffier.

Compagnie d'Assurance Mutuelle du Sud.

Bureau de la Compagnie d'Assurance Mutuelle du Sud

Nlle-Orléans, [illegible] janvier 1868.

[illegible] ETAT ANNUEL

De la Compagnie d'Assurance Mutuelle du Sud, de la Nouvelle-Orléans, pour l'Année expirée le 31 décembre 1867.

Montant des primes pour l'année expirée le 31 décembre 1867, savoir:		
Sur les risques d'incendie	$106,471 50	
Sur les risques de mer	65,[illegible]	
Sur les risques de rivière	45 [illegible]	
	$217,[illegible]	
Plus, les risques non expirés pour 1866	86,[illegible]	$304,[illegible]
En moins, les risques non expirés pour 1867	$ 60,415 [illegible]	
Primes remboursées pour 1867	2,[illegible]	$ 63,[illegible]
Montant net des primes le 31 déc. 1867		$2[illegible]
Pertes payées dans la même période		
Sur les risques d'incendie	$32,051 12	
Sur les risques de mer	39,[illegible]	
Sur les risques de rivières	95,[illegible]	$166,[illegible]
Plus, réassurances	$ 3,[illegible]	
Escomptes de primes	48,[illegible]	50,[illegible]
Dépenses, taxes, loyer, profits et pertes, etc. escomptes et intérêt en moins		71,610 21
Réserve pour paiement d'intérêt sur scrips dûs en 1868 y compris les balances		86,215 19
		$[illegible]
Bénéfice net		$ 37,161 [illegible]
L'actif de la Compagnie est comme suit:		
Deux cent neuf bons consolidés de la ville, évalués à $80		$167,200 00
Cent vingt quatre bons de la ville du Grand chemin de fer de la N.-O., de Jackson et du Nord, à 70 c		86,800 00
Cent deux bons de la ville du Grand chemin de fer de la N.-O., des Opelousas et de l'Ouest évalués à 70 c		71,400 00
Vingt-cinq bons de la ville du chemin de fer Pontchartrain, évalués à 70 c		17,500 00
Quatre bons de l'Etat du chemin de fer des Opelousas, évalués à 50 c		2,000 00
Six bons de l'Etat du chemin de fer du Mexique, évalués à 50 c		3,000 00
Neuf bons de l'Etat du chemin de fer de Vicksburg, S. et Texas, évalués à 50 c		4,500 00
Actions de Banque et de la Compagnie du Gaz, etc		163,455 00
Prêts sur garantie		26,000 00
Prêts sur hypothèque		58,000 00
Effets à recevoir		11,305 38
Primes dues et en voie de la perception		47,183 [illegible]
Scrips d'autres Compagnies d'assurance		13,409 00
Monnaie n'ayant pas cours		4,000 00
Coupons de la ville, dûs et non recouvrés		13,300 00
En caisse		54,874 41
		$[illegible] 61

Le tableau qui précède est une copie exacte tirée des livres de la Compagnie.

THOMAS SLOO, Président.

THOS. ANDERSON, Secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE.

Paroisse d'Orléans, ville de la Nouvelle-Orléans.

Assermentés et signé par devant moi, ce 25 janvier 1868

PARIS CHILDRESS,

Deuxième Juge-de-Paix de la Paroisse d'Orléans.

Les Directeurs ont résolu de payer, à partir du deuxième mardi de février prochain, six pour cent d'intérêt sur les certificats de payement non encore payés. Ils ont, en outre déclaré un dividende—scrip de trente-cinq pour cent sur le montant net des primes pour l'année expirée le 31 décembre 1867—dividende sur lequel il sera émis des certificats à partir du 16 mars prochain.

THOMAS SLOO, Président.

JOHN G. GAINES, Vice-Président.

THOS. ANDERSON, Secrétaire.

DIRECTEURS:

Jno. G. Gaines,	E. J. Hart
Henry Renshaw,	Jno. C. Ricks,
H. T. Lonsdale,	J. H. Stauffer,
S. Sisson,	J. S. Bres,
J. C. Barelli,	Thos. Sloo,
Theo A. Jam[es]	25 janv—1a

LouisianaEquitable Life Insurance Company.

CAPITAL..........$500,000

BUREAUX, RUE DU CANAL, No. 142, NOUVELLE ORLEANS.

— Directeurs —

John Pemberton,	W. S. Pike,	Ed. Rigney,
E. A. Tyler,	J. W. Stone,	Alexander Marks,
C. H. Slocomb,	A. Thompson,	C. E. Girardey,
F. Dolsonde,	D. B. Penn,	W. B. Schmidt,
G. A. Fosdick,	Edw. Barnett,	Marshall J. Smith.

JOSEPH ELLISON Président. W. S. PIKE, Vice-Président

T. M. DEANS, Ag. Gen. W. P. HARPER, Sec.

Médecins examinateurs,

Dr S. A. Moss,	Dr S. Choppin,
Dr G. R. Lemonnier,	Dr Henry Smith,
Dr J. Hampden Lewis,	Dr W. C. Nichols.

G. A. [illegible], avocat.

La Compagnie prend TOUTE ESPECE D'ASSURANCE SUR LA VIE—Assurance ordinaire et annuelle—Assurance de dix et de cinq ans—Simple paiement—Assurances participantes et non participantes, comme à des taux aussi bas que ceux d'aucune autre Compagnie.

Les paiements ne sont pas forfaits.

19 avril—1an

Compagnie d'assurance du Commerce.

SECOND ETAT ANNUEL.

CONFORMEMENT à sa Charte, cette Compagnie publie l'état suivant de ses affaires:

Montant des primes de l'année expirée le 3 mars 1868		
Primes d'incendie	$52,846 44	
Primes de rivières	79,[illegible]20 [illegible]	
Primes de mer	29,[illegible] 00	
		$161,982 7[illegible]
Pertes payées:		
Pertes par incendie	$13,650 [illegible]	
Pertes sur les rivières	84,344 33	
Pertes sur mer	24,373 70	
	$122,277 42	
Escomptes sur primes	30,[illegible] 27	
Taxes	4,750 01	
Réassurances	5,892 25	
Primes remboursées	419 00	
Dépenses, profits et pertes, etc, intérêts en moins	29,[illegible] 56	$197,189 31
		$ [illegible]
Actif en caisse	$72,904 11	
Effets à recevoir	8,083 92	
Meubles	3,673 95	
Primes dues	74,086 46	
Billets pour actions	354,225 00	
		$507,973 44

Le tableau qui précède est une copie exacte tirée des livres de la Compagnie.

S. B. BUCKNER, président.

GEO. O. SWEET, secrétaire.

Assermenté et signé, pardevant moi, ce 21 avril 1868.

PARIS CHILDRESS.

2e Juge de Paix pour la paroisse d'Orléans.

avril—1mo

Etats-Unis d'Amérique.

Etat de la Louisiane.

Paroisse d'Orléans—Ville de la Nouvelle-Orléans.

QU'IL soit connu que le dix huitième jour de mars de l'année de Notre Seigneur mil huit cent soixante-huit, et dans le quatre-vingt douzième année de l'Indépendance des Etats-Unis d'Amérique, pardevant moi, Gustave Le Gardeur, Jr., notaire public, dûment commissionné et assermenté dans et pour la susdite ville et la susdite paroisse y demeurant, et en présence des témoins ci-après nommés et soussignés, se sont présentés les personnes dont les noms et qualités ont ci-après spécifiés, lesquelles personnes ont déclaré qu'eux ou ceux qu'ils représentent sont actionnaires de la Banque de la Nouvelle-Orléans, corporation établie en vertu des lois de l'Etat et portant cette raison sociale et ce pour [illegible] le nombre d'actions de cinquante piastres chacune,) de la dite banque, figurant en regard de leurs signatures respectives.

Que conformément à la loi et au huitième article de la charte ou acte d'incorporation de ladite banque, le rapport de Wm Monaghan, ancien notaire de cette ville en date du 14 mai 1853, la direction de ladite banque propose une modification, ou changement ou amendement aux articles de société ou adoptant, à l'unanimité, à une réunion qui a eu lieu le troisième jour de février mil huit cent soixante-huit, une résolution dont copie est ci-annexée et qui est conçue comme suit: "Il est résolu que le rapport du comité soit adopté, et que l'état des affaires de l'institution soit publié dans le *Times*, le *Crescent* et l'*Abeille*; que les actionnaires soient requis de se présenter au local de la banque, à samedi, cependant, de [illegible] heures du matin à [illegible] heures de l'après-midi, pour voter sur la question de savoir s'il conviendrait de réduire de moitié le capital de la banque, qui est actuellement d'un million de piastres ($1,000,000) à six cent mille piastres ($600,000) de valeur réelle."

Que la dite résolution fut soumise à une assemblée générale des actionnaires de la dite banque, après le temps et l'avis qu'exige la loi; qu'à la dite assemblée générale eux, les dits apparents, représentant et possédant treize mille cent vingt-deux actions (plus des deux tiers du total qui est de vingt mille actions) de la dite banque, votèrent et approuvèrent la dite résolution, consentirent à la réduction du capital de la dite banque de la Nouvelle-Orléans à six cent mille piastres autorisèrent la Direction à prendre et lui recommandé de prendre les mesures nécessaires pour mettre la dite résolution à exécution, à la substituer ou à bien [illegible] les certificats d'actions de trente piastres [illegible] de cinquante piastres.

En conséquence, les dits apparents, pour eux-mêmes, au nom de ceux qu'ils représentent et pour ceux qui sont ou pourraient plus tard devenir leurs associés, consentent, par les présentes, à ce que le capital de la dite banque de la Nouvelle-Orléans soit réduit à six cent mille piastres (ainsi qu'il est dit ci-dessus), représentées par six dividendes en vingt mille actions de trente piastres. A cet effet, le Président et la Direction sont autorisés à substituer des certificats d'actions de trente piastres aux anciens certificats de cinquante piastres. Les articles de Société sont, par les présentes, modifiés, changés et amendés conformément à ce qui précède.

Et les dits apparents, pour eux et pour ceux qu'ils représentent, deviennent actionnaires de la dite banque en souscrivant pour le nombre d'actions (de trente piastres) inscrit en regard de leurs noms respectifs.

Ainsi fait et passé, à mon étude, le jour, le mois et l'année ci-dessus écrits, en présence de MM. Armand Pitot jr. et Edouard Pitot, témoins légaux, qui ont signé avec les apparents et moi, notaire, après avoir lu le tout.

SIGNATURES DE L'ORIGINAL.

	Actions		Actions
F Schuler	42	F E Bernard	108
Delvaille & Joubert	235	U Marigny	[illegible]
A DeBon	50	Warren, Crawford & Co	20
C Chavanne	30	O F Porter	16
J V Allain	319	E O Porter	17
Chas. De Ruyter	330	J M Plumier	64
H C Millaudon	150	F Camors	115
H C Millaudon, agent	350	F Camors	45
Edgar Pitot	60	F Gelpi	148
E B Mandon	700	F Gelpi & Co	128
E F Mioton	108	D Lanata	700
L Basset	320	A Camors	18
M Pinet	49	T B Dugan	250
A Foreaker	20	E F Jewett	100
Francis J Ruby	142	J C Denis	30
E Dorney	14	S Cambon	100
S Pablo	200	Maury & Co	100
P Lavillebeuvre	30	A Miltenberger & Co	50
Thos. Langridge	200	L D C Wood	30
Ant. Landry	400	Wood & Low	50
Home Mutual Ins. Co	300	J L Storry	40
F E O'Brien	100	A E James	20
Harrell, Gayle & Co	400	Alfred Kearney	20
B M Horrell	10	Voce Bros	42
J W Burbridge	30	J W Black	42
Mrs. V W Burbridge	130	W A Violett	87
The Jenny & Co	30	W A Violett & Co	200
C H H[illegible]	30	J Lorber	20
L B [illegible]	35	J U Payne	20
Forstall & De Lassus	770	C Baquié	20
C C[illegible]	10	Amélie Ley	424
Israel Cavaroc	8	W W Mercer	30
C Cavaroc, Jr	6	S Schmidt	35
J Bougeron	18	P Grabites	20
L Guy	55	E Menith	20
Puig Bros	200	Mrs. A Beauclerte	38
F Cramer	100	Mrs. Paul Juge, Sis	133
F Dupré	105	A D Robin	10
W G Robinson	105	Wm Bogel	30
John Pemberton	100	Chs. Ladis	50
Louisiana M Ins. Co	295	Leeds & Co	100
Bay & Delas	165	Simon & Lamb	125
N M Benachi	50	Castillo & Harispe	14
M Oglesby	100	E J Hart & Co	50
Baill & Co	12	Aitken & Rainey	30
Negroponte & Agelasto	45	D M Bernard	20
Potaset & Co	30	Chs. Dunis	25
J J Micha & Co	105	E Olquel	61
Cie. d'Assur. Mut. de Crescent	512	Olquel & Jamison	60

A. PITOT, Jr, EDW. PITOT, G. Le GARDEUR, Jr.

Notaires public.

Pour copie conforme, G. Le GARDEUR, Jr., Notaire public.

Le soussigné, déposé du préposé à l'enregistrement pour la paroisse et la ville de la Nlle-Orléans, certifie que la susdite charte d'incorporation a été, aujourd'hui, dûment inscrite à son bureau. Livre S No 7, folios 71, 72, 73 et 74.

A. DUCATEL, Jr.

Député du préposé à l'enregistrement.

Nlle-Orléans, 19 mars 1868.

20 mars—1f par sem—4 sem

Succession de James T. Anderson—No 27,457.

DEUXIEME COUR de District de la Nouvelle-Orléans—Avis est par le présent donné aux créanciers de la susdite succession et à toutes autres personnes que cela peut concerner, d'avoir à déduire, sous dix jours à dater de la présente publication, les raisons pour lesquelles le compte présenté par l'administratrice de la dite succession, ne serait point approuvé et homologué, et les fonds distribués en conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.

7 juillet—7,11,16 F. E. O'ROKE, Greffier.

Compagnie d'Assurance Germania, de la Nouvelle-Orléans.

SECOND ETAT ANNUEL.

CONFORMEMENT à sa Charte, la Compagnie publie l'état suivant:

Total des primes de l'année expirée le 31 mars 1868, [illegible]		$[illegible]
Primes d'incendie	$[illegible]	
Primes de mer	[illegible]	
Primes de rivières	14,[illegible] 15	
Moins primes remboursées	4,[illegible] 87	[illegible]
Montant en réserve pour risques non expirés	30,[illegible] 40	55,[illegible]
Montant net des primes		$[illegible]
Pertes payées:		
Pertes par l'incendie	35,[illegible] 15	
Pertes sur mer	33,[illegible] 40	
Pertes sur rivières	4,727 [illegible]	
	75,[illegible]	
Ré-assurance	11,[illegible]	
Dépenses, intérêt	28,3[illegible]	
Taxe et souscriptions	13,3[illegible]	
10 et 15 p% d'escompte	36,[illegible]	
Réservé pour pertes non réglées	18,000 00	2[illegible]
Bénéfice net		38,[illegible]
L'actif de la Compagnie est comme suit:		
Billets pour actions	219,000 00	
Effets	3,[illegible]	
Id, par comptes individuels	38,[illegible] 77	
Prêts sur garanties, sur demande	64,[illegible]	
Prêts sur hypothèques	31,0[illegible]	
Garanties de la ville	5,[illegible]	
Garanties des Etats-Unis	13,107 41	
En caisse	44,101 00	[illegible] 37

Le tableau qui précède est une copie exacte des livres de la Compagnie.

(Signé) D. MICHEL, Président.

E. MAIER, Secrétaire.

Assermentés et signés, pardevant moi, ce 11 avril A. D. 1868.

(Signé) PAUL W. COLLENS,

Troisième Juge de Paix de la Paroisse d'Orléans.

Le 9du courant, à une réunion des Directeurs, il a été résolu qu'un dividende de $10 par action est déclaré et sera porté au crédit des billets d'actions non encore payés.

D. MICHEL, Président.

G. T. FORSTER, Vice-Président

E. MAIER, Secrétaire.

—DIRECTEURS—

J. H. Heinen,	C. T. Forster,
F. A. Luling,	H. Zuberbier,
Theo. Scherr,	G. H. Kerdnedich,
Geo. Horn,	Louis Schwarz,
Chas. Bendix,	G. L. L. Mayer,
L. P. Borie,	H. Sissca,
D. Michel,	F. Del Bondio,
August Koenig,	J. A. Steffen,
Chas. Loeffler,	X. Weissenbach,
Julius Hoerner,	A. Marks,
F. Fred,	J. J. Weckerling,
F. M. Ziegler,	J. P. Kramer.

12avril—1m

Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Louisiane.

QUATORZIEME ETAT ANNUEL.

Conformément à sa Charte, la Compagnie publie l'état suivant de ses affaires:

Total des PRIMES de l'année expirée le 29 février 1868		$[illegible] 42
Savoir:		
Primes d'incendie	$206,272 97	
Primes de mer	163 138 70	
Primes de rivières	165,097 [illegible]	
		$[illegible] 42
En moins:		
Primes remboursées	$ 5,[illegible]	
Primes non expirées	66,[illegible]	
		$ 68,[illegible] 76
Montant net des primes		$[illegible] 67
Pertes payées:		
Pertes par l'incendie	$ 43,[illegible]	
Pertes sur mer	154,672 79	
Pertes sur les rivières	94,[illegible]	
Escomptes au lieu de scrip	$342,[illegible]	
Taxes et Revenu intérieur	54,343 [illegible]	
Dépenses, loyer, etc, compte d'escompte	34,741 [illegible]	
Six pour cent d'intérêt sur le scrip non payé jusqu'au 1er mars 1868	38,210 [illegible]	
	37,777 [illegible]	$461,[illegible]
Réservé pour pertes non réglées		$ 11,[illegible]

La Compagnie a l'actif suivant qui, dans le rapport du Comité de Finance de la Compagnie, adopté à l'unanimité par les Directeurs, est déclaré, après ample déduction, être équivalent à un capital [illegible] de $626,000, savoir:

Placé en propriétés foncières	$[illegible] 13
Hypothèques sur propriétés foncières	79,019 00
Placé en bons de la ville et autres bons	42,[illegible]
Placé en actions de banque et autres actions	1[illegible]
Placé en scrip de Compagnie d'assurance	135,[illegible]
Prêts garantis	18,[illegible]
Effets à recevoir	[illegible]
Primes en voie de perception	67,[illegible]
En caisse	111,[illegible]
	$[illegible]

Le tableau qui précède est une copie exacte tirée des livres de la Compagnie.

CHAS. BRIGGS, Président.

J. P. ROUX, Secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE

Paroisse d'Orléans, ville de la Nouvelle-Orléans.

Assermentés et signé pardevant moi, ce 23 mars 1868

PAUL W. COLLENS,

Troisième Juge de Paix.

Il sera payé, le deuxième lundi de mai prochain, aux porteurs légaux, six pour cent d'intérêt sur tout scrip non encore payé.

— Directeurs —

Charles Briggs,	A. R. Montgomery,
Ant. Carrière,	A. Lecourt,
Jos. A. Fredick,	Frank Williams,
S. Brugier,	Thomas Bryan,
Chas. Lafitte,	John Thornhill,
John S. Mansell,	W. A. Violett,
P. Anderson,	Hugh McDonald,
Alfred Kearny,	Wm. P. Fischard,
A. French,	John S. Wallis,
George W. Dunbar,	George Foster,
C. F. Buckmeyer,	Andrew Stewart,
Geo. W. Hynson,	L. S. Pothier,
Arch'd Montgomery,	John Nixon Jr,
Henry J. Voss,	R. Plaquin,
C. Marques,	James Gallier,
Chas. Wehner,	Rudolph Sieg

24 mars—[illegible]

Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Nlle-Orléans.

HUITIEME ETAT ANNUEL.

PRIMES de l'année expirée le 31 décembre 1867:		
Sur les risques d'incendie	$319,916 16	
Sur les risques de mer	66,489 44	
Sur les risques des rivières	20,799 81	
Total des primes		$411,205 41
En moins: Primes non expirées le 31 décembre 1867	$118,862 00	
Primes remboursées	4,115 41	
		119,977 41
Montant net des primes		$291,228 00
Pertes: Sur les risques d'incendie	$30,700 92	
Sur les risques de mer	61,688 16	
Sur les risques des rivières	19,009 44	
	$146,[illegible]	
Taxes	11,[illegible] 55	
Ré-assurances	5,374 31	
Dépenses, moins le compte d'intérêt	10,186 83	
Intérêts sur scrips	24,[illegible] 80	
		$194,070 94
Bénéfice		$97,440 [illegible]
L'actif de la Compagnie est comme suit:		
Effets à recevoir pour primes	$3,784 51	
Billets garantis et billets hypothécaires	219,307 00	
Du pour primes en voie de perception	30,[illegible] 55	
Actions de la Compagnie du Gaz de la Compagnie du Chemin de fer de la ville, Bons de la ville	133,[illegible] 44	
Scrips des différentes Compagnies d'Assurances	22,136 00	
En caisse	26,777 [illegible]	
	465,[illegible]	
Moins: Dépréciation des crédits	22,250 [illegible]	
Montant net		$[illegible]
Moins: Intérêts de scrips, non réclamés	7,030 76	
Intérêts payables sur scrips non encore payés	26,[illegible] 00	34,[illegible]
		$[illegible]

Le tableau qui précède est une copie exacte tirée des livres de la Compagnie.

J. TUYES, Président.

J. W. HINCKS, Secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE.

Paroisse d'Orléans, ville de la Nouvelle-Orléans.

Assermentés et signé pardevant moi ce 11 janvier 1868.

PAUL W. COLLENS,

Troisième Juge de Paix.

Les Directeurs ont déclaré un dividende-scrip de trente pour cent sur le montant net des primes pour l'année expirée le 31 décembre 1867—dividende pour lequel il sera émis des certificats à partir du deuxième lundi de mars. Il a été résolu en outre de payer à partir du deuxième lundi de mars 1868, SIX pour cent d'intérêt sur tous les scrips non encore payés de la compagnie.

—DIRECTEURS—

George Urquhart,	Chs. Lafitte,
A. Rochereau,	J. M. Lapeyre,
G. W. Sebcock,	A. Schriber,
T. S. Blanchard,	John Gauche,
Wm. Stevens,	W. T. Williams,
J. A. White,	J. Tuyes,

Bureau, rue du Canal, No 111.

1 janv—1m—tlt—1 an[illegible]

L'ETAT DE LA LOUISIANE—Sixième Cour de District de la Nouvelle-Orléans.—Je certifie, par les présentes, que le 1er juillet 1868, jugement a été rendu, dans cette Cour, dans le procès suivant, dans les termes et chiffres suivants: No 22,018 Mme E. H. Sandford contre D. W. C. Sandford. Dans cette affaire, soumise à la Cour pour décision, la Cour, considérant l'admission de dette, la confession de jugement, l'abandon de débats légaux et de l'appel du défendeur

Il est ordonné et adjugé qu'il y ait jugement en faveur de la demanderesse, Mme Elizabeth H. Slayback, femme de De Witt Clinton Sandford, et contre le défendeur, le dit De Witt Clinton Sandford, son mari; que les dites parties soient séparées de biens, que la communauté d'acquêts et de gains existant, entre elles soit dissoute; que la demanderesse soit et elle est, par les présentes, déclarée maîtresse de la propriété décrite dans le document No 1 enregistré; qu'elle recouvre du défendeur la somme de neuf mille huit cent quarante-quatre piastres et soixante dix neuf cents, montant des biens paraphernaux reçus par le dit défendeur, avec intérêt légal sur la dite somme, de la demande judiciaire à parfait paiement, et le privilège de l'hypothèque et le privilège que la loi accorde aux femmes mariées, sur tous les biens du dit défendeur, pour le recouvrement de ses dits biens paraphernaux

Jugement rendu et signé le 1er juillet 1868

(Signé) G. DUPLANTIER, Juge.

La demanderesse remet la partie du décret qui la déclare maîtresse de la propriété décrite dans le document No 1.

(Signé) RANDOLPH, SINGLETON & BROWNE, Avocats de la demanderesse.

En foi de quoi j'ai apposé ma signature et le sceau de ladite Cour, dans la ville de la Nouvelle-Orléans, ce 2 juillet de l'année de Notre Seigneur mil huit cent soixante-huit et la 93e année de l'Indépendance des Etats-Unis.

3 juil—3 12—2 sem WM WOELPER, Greffier.

Vente par le shérif de la paroisse d'Orléans à l'effet d'opérer un partage.

H. H. BRYAN, Jaur., Admr., vs. H. B. PEGRAM et alias.

(ACTION EN PARTAGE.)

DEUXIEME COUR DE DISTRICT de la Nouvelle-Orléans.—No 22,286.—En vertu d'un jugement rendu le 3e de juin 1868 et signé le 6 de juillet de la même année, à moi adressé par l'Honorable Deuxième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le SAMEDI huit d'août 1868 à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à l'effet d'opérer un partage, à la vente publique et adjudication des propriétés dont description suit:

1o Une certaine portion de terre située dans le 1er District de cette ville, dans l'îlet borné par les rues Erato, Thalia, Nayades et Prytanée, étant la moitié du côté du terrain, désigné sur le No. Six, d'un terrain dans le plan par le No 6 d'un plan déposé en l'étude de Hugh K. Gordon, ci-devant notaire public en cette ville.

La dite portion de terre mesure trente pieds de face à la rue Erato sur cent vingt pieds de profondeur, le tout mesure française.

Ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent et tous les droits, privilèges, servitudes et avantages y attachés et y appartenant.

Cette propriété a été acquise par Nathaniel J. Pegram de William W. Pugh, suivant acte au rapport de T. O. Stark, notaire public en cette ville, en date du 11 mai 1866.

2o Deux certaines terrains situés dans le Quatrième District de cette ville, dans l'îlet borné par les rues Baronne (ci-devant rue Robin) Carondelet (ci-devant Apollo), Prentiss et Philippe, désignés par les Nos Huit et Dix dans l'îlet Numéro Cent Vingt-quatre d'un plan dressé par L. Surgi, voyer, daté du 1er mars 1846 et déposé aux archives de Jules Mossy ayant notaire public en cette ville.

Les dits terrains mesurent, chacun, trente pieds de face à la rue Prentiss sur cent vingt pieds de profondeur, entre lignes parallèles; l'un des dits terrains formant l'angle des rues Prentiss et Baronne.

Ensemble avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent et tous les droits, privilèges, servitudes et avantages y attachés et y appartenant.

Cette propriété a été acquise par Nathaniel J. Pegram, de William Brass, suivant acte au rapport de William Shannon, notaire public en cette ville, en date du 11 mars 1866.

Conditions—Comptant au moment de l'adjudication.

THOS. L. MAXWELL, Shérif.

7 juillet—15,24—août 1,8

Postages to Foreign Ports.

☞ The Asterisk (*) indicating that in cases where it is prefixed, unless the letter be registered, prepayment is optional; in all other cases prepayment is required.

Countries.	Letters: Not over ½ oz.	Not over ½ oz.	Newspapers
Africa, west coast, British mail	--	45	4
Argentine Republic via England	--	45	4
via France	30	60	--
Aspinwall	--	10	--
Australia, Br. M. via Southampton	33	45	6
do do via Marseilles	39	53	6
by private ship from N. Y. or Boston	--	5	2
French mail (S. Australia only)	*30	*60	--
by Brem. or Ham mail, via Marseilles and Suez	50	102	--
Algeria, French Mail	*15	*30	2
by Brem. & Ham. mail via Trieste	--	50	--
Austria and its States, Pr. closed mail	--	*28	--
do do when prepaid	--	28	--
do by Brem. or Ham. mail	--	*15	3
do do (except prov. in Italy) French mail	--	--	*21
Bahamas, by direct steamer from New York	--	3	2
Belgium, French mail	*21	*42	--
closed mail via England	--	*27	5
open mail via London by Am. pkt.	--	21	2
do do by British pkt.	--	5	2
Brazil, via England	--	45	4
via France, in Fr. m. from Bordeaux	*33	*66	--
By American Packet	--	10	2
Bremen, Prussian closed mail	--	15	6
do do when prepaid	--	*10	3
do Bremen mail	--	10	3
do Hamburg mail	--	*15	3
do French mail	*21	*42	--
British N. Am. Prov., dist. not over 3000 miles	--	*10	2
do dist. exceed 3000 miles	--	*15	2
Buenos Ayres, via England	--	45	4
do via France, by French mail from Bordeaux	30	60	--
Cape of G. H., Br. m., via Southampton	--	45	6
do do Marseilles	--	53	8
Chili	--	34	6
China, Br'sh M. via Southampton	--	45	6
do via Marseilles	--	53	8
do by Brem or Ham. m., via Trieste	--	55	--
by Brem. or Ham. m. via Marseilles and Suez	40	72	--
French mail	30	60	--
by mail to San Fran., thence by pr. ship	--	3	--
Costa Rica	--	10	2
Cuba	--	10	2
Denmark Prussian closed mail (if prepaid 31c.)	--	33	3
by Bremen or Hamburg Mail	--	30	3
French mail	27	54	--
E. In'e, op'n m. via Lon. by A. pkt.	--	5	3
Prussian closed mail, via Trieste	--	68	13
(Eng. possess.) Pr. cl. m. via Trieste	--	36	13
by Brem. or Ham. m. via Mar's. and Suez	40	72	--
by Brem. or Ham. m. via Trieste	--	64	--
French mail	30	60	--
Ecuador	--	34	6
France	*15	*30	2
Frankfort, French mail	*21	*42	--
Prussian closed mail	--	*30	6
do when prepaid	--	28	--
Brem. or Ham. mail	--	*15	3
German States, Prus. closed mail (if prep 28c)	--	*30	6
French mail	*21	*42	--
Bremen mail	--	*15	3
(except Luxemburg) by Ham.	--	*15	3
Great Britain and Ireland	--	*24	2
Hamburg, by Ham. mail direct from N. Y.	--	*10	3
Bremen mail	--	*15	3
Prussian closed mail	--	*30	6
do when prepaid	--	28	--
French mail	*21	*42	--
Hanover, Prussian closed mail	--	*30	6
do when prepaid	--	28	--
by Bremen or Hamburg mail	--	*15	3
French mail	21	*42	--
Hayti, via England	--	45	4
Hong Kong, Brit. m. via Mar's	--	53	8
do via Southampton	--	45	6
by French mail	30	60	--
by Bremen or Hamburg mail	30	60	--
Prussian closed mail	--	36	10
Indian Archipelago, French mail	30	60	--
Italy, via Bremen or Hamburg mail	--	--	--
British mail via Marseilles	30	45	6
Martinique, via England	--	45	4
Mauritius, Br. m. via Southampton	--	33	6
do via Marseilles	39	45	6
do French mail	30	60	--
Mexico	--	10	2
Norway Prus. cl. m. (if prep. 38c)	--	42	13
do Bremen or Hamburg mail	--	46	4
do French mail	33	66	--
Nassau, N. Prov. direct steamer from N. Y.	--	5	2
New Grenada, (except Aspinwall and Panama)	--	18	6
Nicaragua, Pacific Slope, via Panama	--	10	2
do Gulf Coast of	--	34	6
Panama	--	10	2
Paraguay, Brit. mail, via England	--	45	4
Peru	--	22	6
Porto Rico, Brit. mail via Havana	--	34	6
Portugal, Brit. mail via England	33	45	6
Prussia, Prussian closed mail	--	*30	6
do when prepaid	--	28	--
by Bremen or Hamburg mail	--	*15	3
French mail	--	*42	--
Russia, Prus. cl. m. (if prep. 35c.)	--	*37	6
by Bremen or Hamburg mail	--	*29	3
French mail	*30	*60	--
Sweden Prus. cl. m. (if prep. 34c.)	--	35	10
do Hamburg or Bremen Mail	--	33	4
do French mail	33	66	--
Sardinian States (Prussian closed mail if prepaid) 40c	--	42	11
do French mail	*21	*42	--
Bremen or Hamburg mail	--	*28	3
Savoy, District	*15	*30	2
Roman States, Prussian closed m.	44	--	12
Bremen or Hamburg	--	28	--
French mail	*27	*54	--
Singapore, Br. m. via Southampton	--	45	6
do via Marseilles	--	53	8
French mail	30	60	--
Spain, Br. m. by American packet	--	21	2
do do by British pkt.	21	42	2
do French mail	21	42	--
do by Brem or Ham mail	30	60	--
St. Thomas, by U. S. packet to Kingston, Jamaica	--	10	2
do via Havana	--	34	6
Switzerland, Prus. cl. m. (if prepaid 33c.)	--	*35	6
French mail	*21	*42	2
by Bremen mail	--	*19	4
by Hamburg mail	--	19	3
Venezuela, British mail via Southampton	--	45	4
West Indies, British	--	10	2
not British, (except Cuba)	--	34	6

Postal Information.

TO THE BRITISH NORTH AMERICAN PROVINCES

Cape Breton, Prince Edward's Island and Nova Scotia To Newfoundland prepayment required. To Canada and New Brunswick 10c. per ½ oz., any distance. | "10 cents when not over 3,000 miles from the line of crossing. "15 cents when distance exceeds 3000 miles. Prepayment optional.

Steamers of the Cunard line sail from Boston twice each month, touching at Halifax, and when letters are sent by that conveyance for Nova Scotia, Newfoundland, Cape Breton and Prince Edward's Island, the U. S. postage is 5 cents the single rate, to be pre-paid. The inland rate is collected on delivery. On newspapers by this route, the postage is two cents each.

RULES FOR RATING LETTERS, &C.

1. *In the United States and British Mails.*—Letters exchanged with the United Kingdom of Great Britain and Ireland, or addressed to British Colonies and foreign countries, for transmission in the open mail via England, are charged with United States and British postage, at a single rate for each half ounce or fraction thereof, the same as domestic letters.

In the case of letters to be forwarded in the British mail for transmission from England "via Marseilles," the French postage is rated at 6 cents the quarter ounce, except on letters for Java, China, Labuan, Borneo, Japan, the Moluccas and Philippine Islands, which are rated at 8 cents per half ounce, and except, also, on letters for Syria and Tunis, by French packet, when the single French rate is 12 cents per quarter ounce.

2. *In the United States and French Mails.*—Letters in the mail to France are to be charged with single rate of postage, if not exceeding the weight of one quarter ounce—double rate if exceeding a quarter, but not exceeding half an ounce, and so on, an additional rate being charged for each quarter ounce, or fractional part of a quarter ounce.

The rates by "French mail" are in fullwith destination, except the following places, or: Aden, Batavia, Ceylon, China, cities of Turey, in Europe, except as herein mentioned, viz: Austria, countries to which correspondence can be sent via Suez, countries beyond seas via France, others than those enumerated, East Indies, Gibraltar, Hong Kong, Java, Mauritius, Montenegro, Penang, Portugal, Isle of Re-Union, Servia, (except Belgrade,) Shanghai, Singapore and Spain. The limit of payment to Spain, Portugal and Gibraltar, is Behobia; to Servia (except Belgrade,) Montenegro, and cities of Turkey in Europe, except as herein mentioned, "via Austria," the frontier of Turkey and Austria; to Aden, East Indies, Ceylon, China, and other countries via Suez, the seaports of the Indies, or of the sea of China to which the English packets ply; and to places beyond seas, or other than those designated the limit is the port of arrival in the country of destination.

3. *In the Mails to Prussia, or to Belgium.*—Letters in the United States and Prussian closed mails, and in the mails exchanged with Belgium are charged with single rate of postage if not exceeding half an ounce in weight; double rate if exceeding half an ounce and not exceeding an ounce; quadruple rate if exceeding an ounce, but not exceeding two ounces; and so on, for greater weights, charging two rates for every ounce or fractional part of an ounce over the first ounce. As this scale of progression differs from that followed in respect to domestic letters, great care is required to prevent mistakes.

4. *In the Mails to Bremen, or to Hamburg, &c.*—Letters addressed to the German States, &c. when sent via Bremen or Hamburg, and letters addressed to the British North American Provinces, are rated in the same manner as domestic letters, one rate being charged for each half ounce or fraction of half an ounce

General Directions.—Postmasters should be careful where the postage is prepaid, to collect the proper amount. They should be particular to notice the route indicated on the envelopes of letters, and to collect postage accordingly. Letters mailed at some offices, marked "via England," or "via Prussian Closed Mail," for a German State, are frequently taken upon the prepayment of Bremen rates, and those marked "via Bremen," at Prussian closed rates, &c.

Routes of Transmission, Etc.

To prevent mistakes at the exchange offices, it is desirable that the particular routes by which letters are to be forwarded from the United States to Europe, should be distinctly written on the covers. Letters intended for transmission in the open mail to England, should bear the direction "open mail via England;" if for transmission in the French mail, they should be directed, "via France in French mail;" if for transmission by closed mail to Prussia, they should be directed "via Prussian closed mail;" if for transmission in the closed mail to Belgium, they should be directed "via Belgian closed mail;" and if for transmission by the New York and Bremen line to Bremen, or by the New York and Hamburg line to Hamburg, they should be directed "via Bremen," or "via Hamburg."

It is important that letters addressed to Germany and other European countries, via France, where the single rate per quarter ounce is 21 cents, should be plainly marked to be sent via France; otherwise they may be missent in the open mail to Liverpool by United States packet, the 21 cent rate per half ounce being also chargeable on letters thus forwarded

LEGAL NOTICES.

STATE OF LOUISIANA—THIRD DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS.—In the matter of the Board of Commissioners of the Second Draining District, praying for homologation of assessment roll etc.—No. 18,548.—Upon [illegible] the assessment roll of the Second Draining District, within the parish of Orleans, and on the petition of the Board of Commissioners of said Draining District, it is ordered, that all persons whom it may concern, do show cause, if any they have, within thirty days from the first publication of this order, why said assessment roll should not be approved and homologated, and, it is further ordered, that said order be published in the English and French language, in the New Orleans Bee newspaper, twice each week for thirty days.

New Orleans, June 16th, 1868.

CHAS. M. EMERSON, Judge.

A true copy. J. O. CHALON, Deputy Clerk.

[illegible]

THE STATE OF LOUISIANA—SIXTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS.—I hereby certify that on the 1st day of July, 1868, judgment was rendered in this Court in the following entitled suit, in the words and figures following, to wit:—No. 22,018—Mrs. E. H. Sandford vs. D. W. C. Sandford.—In this case, submitted to the Court for determination, the Court considering the admission of indebtedness, the confession of judgment and waiver of all legal delays and of appeal on the part of defendant, it is ordered and adjudged that there be judgment in favor of plaintiff Mrs. Elizabeth H. Slayback, wife of DeWitt Clinton Sandford, and against the defendant the said DeWitt Clinton Sandford, her husband, that said parties be separated in property, that the community of acquets and gains heretofore existing between them be dissolved and that plaintiff be and she is hereby decreed the owner of the property described in exhibit No 1 filed herein, and further that she do have and recover from the said defendant the sum of nine thousand eight hundred and forty-four 79 100 dollars, being the amount of her paraphernal property received by said defendant, with legal interest thereon from judicial demand till paid, and costs of suit with the mortgage and privilege granted by law to married women, on all the property of said defendant for the reimbursement of said paraphernal property.

Judgment rendered and signed July 1st, 1868

(Signed) G. DUPLANTIER, Judge.

Plaintiff remits the decretal part of the judgment declaring her to be the owner of the property described in exhibit No 1.

(Signed) RANDOLPH SINGLETON & BROWNE, For Plaintiff.

In testimony whereof, I have hereunto set my hand and affixed the seal of the said Court, at the city of New Orleans, on this 2d day of July, in the year of our Lord, one thousand eight hundred and sixty-eight and the ninety-second year of the Independence of the United States.

jy 3 & 12 1m WM. WOELPER, Clerk.

Succession of William Mare.

SECOND DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS—No. 29,490.—Notice is hereby given to the creditors of this estate and to all other persons herein interested to show cause within ten days from the present notification, if any they have or can, why the account presented by John Mare, executor of the deceased, should not be homologated and approved, the funds distributed in accordance therewith.

By order of the Court.

jy3 7 12 F. E. O'ROURKE, Clerk

Succession of Charles De Buyst.

SIXTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS—No [illegible]—Notice is hereby given to the creditors of this estate, and to all other persons herein interested to show cause within ten days from the present notification, if any they have or can, why the account presented by Wm C. De Buyst, administrator of this estate, should not be homologated and approved, the funds distributed in accordance therewith.

By order of the Court.

jy3 7 12 F. E. O'ROURKE, Clerk.

Succession of Henry Louis Sunier.

SECOND DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS—Whereas, Francois Lucron has petitioned the Court for Letters of Administration on the estate of the late Henry Louis Sunier, deceased intestate: Notice is hereby given to all whom it may concern, to show cause within ten days, why the prayer of the said petitioner should not be granted.

By order of the Court.

jy10 14 19 F. E. O'ROURKE, Clerk.

N. O. Mutual Insurance Company.

EIGHTH ANNUAL STATEMENT.

Premiums during the year ending 31st December 1867.		
On Fire Risks	$319,916 16	
On Marine Risks	66,489 44	
On River Risks	20,799 81	
Total Premiums		$411,205 41
Less: Premiums unearned 31st December, 1867	$115,862 00	
Return Premiums	4,115 41	
		$119,977 41
Net earned Premiums		$291,228 00
Losses—		
On Fire Risks	$ 30,700 92	
On Marine Risks	61,688 16	
On River Risks	19,009 44	
	$140,[illegible] 52	
Taxes	11,[illegible] 55	
Reinsurance	5,374 31	
Expenses, less interest account	10,186 83	
Interest on Scrips	24,[illegible] 80	
		$194,070 94
Profit		$ 97,440 [illegible]
The Company have the following assets:		
Bills receivable for Premiums	$ 3,784 51	
Notes secured by pledge and mortgage	219,307 00	
Due for premiums in course of collection	30,[illegible] 55	
Gas Light Co., City R. R. Co. Stocks City Bonds, &c	133,[illegible] 44	
Scripts of sundry Mutual Insurance Companies	22,136 00	
Cash on hand	26,777 00	
	$[illegible]	
Less: Depreciation on the above	22,[illegible] 00	
Net		$[illegible]
Less: Unearned interest on Scrips	$ 7,030 76	
Interest payable on outstanding Scrips	26,[illegible] 00	34,[illegible] 76
		$[illegible]

The above statement is a true and correct transcript from the books of the Company.

J. TUYES, President.

J. W. HINCKS, Secretary.

STATE OF LOUISIANA,

Parish of Orleans, City of New Orleans.

Sworn to and subscribed before me, this 11th day of January, 1868.

PAUL W. COLLENS,

Third Justice of the Peace.

The Board of Directors have resolved to declare a scrip dividend of thirty per cent on the net earned premiums for the year ending 31st December 1867, for which certificates will be issued on and after the second Monday of March, and have further resolved to pay six per cent on the outstanding certificates of scrip on and after the second Monday of March 1868.

—DIRECTORS—

George Urquhart,	Chas. Lafitte,
A. Rochereau,	J. M. Lapeyre,
G. W. Sebcock,	A. Schriber,
T. S. Blanchard,	John Gauche,
Wm. Stevens	W. T. Williams,
J. A. White,	J. Tuyes.

Office—111 Canal street jan12 1m and 1y

Bank Directory

Bank of America, corner of Canal and Exchange Place—A. M. Fortier, President; J. B. Mortimer, Cashier.

Canal Bank, corner of Gravier and Camp—Geo. Jonas, President; C. Jumonville, Cashier.

Crescent City Bank, 30 Camp street—E. H. Summers, President; Charles Fearis, Jr., Cashier.

Citizens' Bank, corner of Royal and Custom house—John G. Gaines, President, J. L. Delery, Cashier.

City National Bank, corner Magazine and Natchez Alley—C. T. Buddecke, President. Jules Cassard, Cashier.

Bank of Louisiana, (in liquidation), corner Royal and Conti—Ambrose Lanfear, President; J. F. Irvine, Cashier.

Louisiana State Bank, Camp street—J. A. Blanc, President pro tem.; L. Bernard, Cashier.

Mechanics and Traders Bank, No. 102 Canal street—Walter G. Robinson, President; G. Orset, Cashier.

Bank of New Orleans, corner Canal and Exchange Alley—C. Cavaroc, President; Numa Augustin, Cashier.

Pike, Lapeyre & Bro., No. 7 Camp street.

Southern Bank, No. 11 St. Charles street—Thos. Layton, President; John G. Devereux Act. Cashier.

Samuel Smith & Co., cor. Camp and Common streets

United States Treasury, at the Mint Hotel—W. B. Whittaker, Asst. Treasurer; James A. Veazie, Cashier.

Union Bank of Louisiana, No. 128 Canal street—F. R. Lavillebeuvre, President; Geo. A. Frerot, Cashier.

Burke & Co., No 54 Camp street

Louisiana National Bank, Common street, near Camp—James Robb, President; Jos. W. Carroll Vice President and —— Hull, Cashier.

Merchants' Bank, Camp street—Reynes, President; Thos J Dix, Cashier.

Home Insurance Directory.

HOME INSURANCE COMPANIES

Atlantic Insurance Company, No. 19 Camp street—Edward Rigney, President; H. F. Janvier, Secretary.

Crescent Mutual Insurance Company, corner of Camp street and Commercial Place—Thos A. Adams, President; Henry O. Ogden, Secretary.

Commercial Insurance Company, No. 11 Commercial Place—S. B. Buckner, President; Geo. Sweet, Secretary.

Factors' and Traders' Insurance Company, No. 39 Carondelet street—Michael Musson, President; Harman Doane, Vice President; Ed. A. Palfrey, Secretary

Germania Insurance Company, No. 135 Gravier street—D. Michel, President; E. Maier, Secretary.

Great Southern and Western Fire, Marine and Accident Insurance Company, No. 21 Carondelet street—James Longstreet, President; C. Williams, Secretary.

Home Mutual Insurance Company, corner Camp and Natchez streets—Jas. H. Wheeler President; A. W. Hunter, Secretary.

Hope Insurance Company, No. 21 Camp street—H. Peychaud, President; Lewis Barnett, Secretary.

Louisiana Mutual Insurance Company, corner of Camp and Gravier streets—Chas. Briggs, President, J. P. Roux, Secretary.

Louisiana State Mutual Insurance Company, corner of Common and Carondelet streets—E. Ganucheau, President; L. W. Baquie, Secretary.

Union Insurance Company, No. 112 Canal street—A. Chiapella, President; J. M. Crawford, Secretary.

Merchants' Mutual Insurance Company, No. 104 Canal street—John Pemberton, President; Paul Fourchy Secretary.

National Marine and Fire Insurance Company, corner of Camp and Common streets—Wm. Whann, President; E. H. Ganucheau, Secretary.

New Orleans Mutual Insurance Company, No. 111 Canal street—J. Tuyes, President; J. W. Hincks, Secretary.

Star Mutual Insurance Company, No. 14 Carondelet street—Placide Forstall, President; N. Augustin, Secretary.

Sun Mutual Insurance Company, No. 61 Camp street—Thos. Sloo, President; Thos. Anderson, Secretary.

Weights of Various Kinds of Produce per Bushel.

[According to custom established in the Cincinnati Market.]

Articles.	Pounds.
Apples (dried)	25
Bran	20
Barley	48
Beans white	60
Beans castor	--
Buckwheat	--
Coal, stone	80
Corn, shelled	56
" in Ear	--
" Meal	--
Hair, plastering	--
Lime, unslaked	--
Malt, barley	34
Malt, Rye	40
Oats	32
Onions	56
Peaches (dried)	33
Potatoes, Irish	--
" sweet	--
Peas	--
Rye	--
Seed Blue Grass	10
Seed, Clover	60
" Flax	56
" Hemp	42
" Timothy	45
" Hungarian Grass	50
Salt, Coarse	--
" Fine	--
Sand	--
Turnips	--

N. O., O. & G. W. RAILROAD.

Office New Orleans, Opelousas and Great Western Railroad Company.

NEW ORLEANS, June 6, 1868.

The New Orleans, Opelousas and Great Western Railroad Company, desiring that a connection shall be formed between their present terminus at Berwick's Bay and the Houston and New Orleans Railroad, which terminates at the Sabine River, and which when completed, (the distance being 163 miles) will connect New Orleans with almost the entire railroad system of Texas. The President and directors of said company, therefore, propose to such party or parties as may undertake to fill up such gap, the following terms and conditions, to wit:

1. Will lease the right of way and the franchises now possessed by said company from their present terminus at Berwick's Bay to the town of Vermilionville, the grading of which is almost entirely completed for these 63 miles, and will, at the same time, lease the right under their charter, to build the branch rail road from Vermilionville to the Sabine River, at or near Orange, the same having been already located by resolution of the Board of Directors. The distance between these points is 100 miles. The company reserving to itself the right of way and transportation on payment of proportionate freights and passage money from the present terminus of the road to any extension towards Opelousas of its road beyond Vermilionville.

2. The said lease to continue for a term of years to be agreed upon between the company and the lessees. At the end of the lease, the property to be valued by disinterested parties, the railroad company to select three, and the lessees three, the two, if need be, to call in an umpire whose decision will be final. The railroad company reserving the right to purchase said property at such valuation, but if not then promptly paid for by said company, the lease to be extended for a further term of years, and so on, until finally purchased and paid for by said New Orleans, Opelousas and Great Western Railroad Company. The grading already made between Berwick's Bay and Vermilionville, to be valued by competent engineers at the time of entering into a contract, but not to be paid for by lessees until the end of the lease, herein provided for.

3. The parties leasing to obligate themselves to connect with no other railroad which might hereafter be built, terminating at or near the city of New Orleans, and further obligating themselves to do no act which will infringe the rights under the present charter of said company, and also to hold said company harmless against any loss which might result from acts committed on that portion of road now proposed to be leased.

4. Should the lessees succeed in obtaining a land grant on the line of railroad beyond Berwick's Bay, it will be and remain the property of said lessees, this company claiming none of its benefits, and incurring no portion of the responsibility attending it.

5. Transportation to be furnished said lessees over the company's road, as follows, viz:

The President, Directors and officers of the road, including engineers, superintendents, road masters, and bridge builders free of charge. Transportation of laborers going out to be charged one third the regular fare. Provisions and supplies to be charged one-half of regular rates. Material, other than iron and cross-ties, to be charged one half of regular rates. Iron to be charged one dollar per ton, and cross ties (if any) fifteen cents each. Lessees to load and unload the cars

6. The road thus to be built shall be a first-class railroad in every respect. The gauge to be the same as the company's road—say 5 feet 6 inches. The iron used not to be less than 58 pounds per yard

7. The said lessees to obligate themselves to commence said road within four months, and have it finished and in running order to the Sabine river, connecting with the Houston road at or near Orange, within three years from date of signing the lease.

8. In order to insure the faithful performance of the contract the lessee will be required to execute a bond to an amount, and with a good and satisfactory security to the satisfaction of the Board of Directors

9. The Company reserves the right to reject any and all bids.

Another proposition, and for which proposals are also invited, is to lease the road, including depots, stations, rolling stock, etc., from Algiers, opposite New Orleans, to Brashear City, including the franchises of the company beyond to Texas, under the following conditions:

10. That the party or parties proposing to lease shall state the least number of years he or they will lease the road, on the following conditions,

2. The accrued interest to October 1, 1868, on the mortgage bonds, (said bonds maturing in 18[illegible]) to be provided for by the lessee.

3. The semi annual interest on same bonds, accruing yearly after date, and payable on the first days of April and of October of each year, say $160,000 per annum, to be also provided for by said lessee.

4. The road to be built over the route from Berwick's Bay to New Iberia, thence to a point at or near Vermillionville, thence in a westerly direction to a point on the Sabine River, connecting with the Houston and Beaumont Road

5. The building of the road to be commenced within four months after signing the contract of lease, to be prosecuted with all dispatch, and to be fully and finally constructed within three years from the signing of the lease.

6. The grading, culverts, etc., now made beyond Berwick's Bay, to be taken by the lessee at a valuation to be ascertained by experts, one to be appointed by each party, in case of disagreement, they to select an umpire, and to be paid for on such terms as shall be hereafter agreed on.

The road to be built, equipped and maintained during the entire lease as a first class road in every respect

8. At the close of said lease, the said road, depots, stations, rolling stock, etc., from Berwick's Bay to the Texas line, shall be valued by experts, one to be appointed by each of the parties hereto, and in the event of disagreement, the two to select an umpire, who decision shall be final. The value thereof thus ascertained shall be subscribed as stock in the present company, it being well understood that all costs of maintenance, as well as expenses of operating the road, shall be at the exclusive charge of the lessees.

9. The contract with Charles Morgan for running a line of steamers to Texas, extending to 1871, to be carried out by the lessee in every respect.

10. The present road to Berwick's Bay, including depots, machine shops, rolling stock, bridges etc., to be turned over to the lessee after inventory and appraisement, and the said property, or property of like character and value, and like condition and good order to be returned to the company at the expiration of said lease.

11. The lessee, to ensure the faithful performance of this contract, to furnish security to the satisfaction of Board of Directors.

12. The said lessees shall contribute and pay each year the sum of $[illegible],000, payable quarterly, to keep up and maintain the organization of the railroad company during the existence of this lease

13. The said lessees obligate themselves to do no act which may operate a forfeiture of the charter, and shall hold the said N. O. O. and G. W. R. R. Co. harmless against any and all acts of theirs.

Sealed proposals will be received at the office of the company in New Orleans, No. [illegible] Canal street until the first day of September next, at 12 o'clock m., the company reserving the right of rejecting any or all bids.

For particular information apply to

C. P. LEVERICH, President Bank of New York.

JOSEPH C. BUTLER, President Lafayette Bank, Cincinnati, Ohio.

CHAS. PARSONS, Cashier State Savings Asso'n, St. Louis, Mo.

GEO. STURGIS, President Northwestern National Bank, Chicago, Ill., or to the undersigned,

je9 stautf A. B. SEGER, President.

Commercial Insurance Company.

SECOND ANNUAL STATEMENT.

IN conformity with the requirements of their Charter, the Company publish the following statement:

Amount of Premiums for the year ending March 1, 1868.		
Fire Premiums	$ 52,[illegible] 44	
River Premiums	79,[illegible] 20	
Marine Premiums	29,[illegible] 11	$161,982 73
Losses Paid:		
Fire Losses	$ 13,650 30	
River Losses	84,344 33	
Marine Losses	24,273 70	
	$122,277 42	
Rebate	30,[illegible] 27	
Taxes	4,750 01	
Re-Insurance	5,892 25	
Return Premiums	419 00	
Expenses, Profit and Loss, etc., less Interests	29,[illegible] 56	$197,18[illegible]
		$ 35,[illegible]
Assets:		
Cash on Hand	$72,904 11	
Bills Receivable	8,083 92	
Furniture	3,673 95	
Premiums Due	74,086 46	
Stock Notes	354,225 00	$512,973 44

The above statement is a true and correct transcript from the books of the Company.

S. B. BUCKNER, President.

GEO. O. SWEET, Secretary.

Sworn to and subscribed before me, this 21st day of April, 1868. PARIS CHILDRESS,

Second Justice of the Peace, Parish of Orleans.

ap22 1m

LEEDS'S FOUNDRY,

(ESTABLISHED IN 1825.)

Corner of Delord and Foucher Streets.

WE beg leave to inform our friends and the public generally that we are prepared, as formerly, to manufacture Steam Engines Boilers, Sugar Mills, Sugar Kettles, Draining Machines, Saw Mills, Cotton Presses, Newell Screws, Gin Gearing, Furnace Mouths, Grate Bars, all kinds of Plantation and Steamboat Works and every description of Machinery for the South.

ap18 1y LEEDS & CO.

SIXTEENTH ANNUAL STATEMENT.

Home Mutual Insurance Company of New Orleans.

In conformity with the requirements of their Charter the Company publish the following statement for the year ending December 31, 1867.

Premiums received during the year ending December 31, 1867, including unterminated risks of 1866		$321,[illegible] 00
Premiums on Marine Risks	$ 42,[illegible] 34	
Premiums on River Risks	107,250 28	
Premiums on Fire Risks	172,397 43	
		$32[illegible]
Less Return Premiums	1,[illegible] 00	
Less Premiums on Risks not terminated in 1867	38,[illegible] 00	
		41,[illegible] 00
Net earned Premiums year December 31, 1867		$280,[illegible] 19
Losses paid during same period:		
On Marine Risks	26,[illegible] 74	
On River Risks	110,[illegible] 84	
On Fire Risks	30,[illegible] 00	
	167,[illegible] 14	
Re-Insurance	12,947 3	
Expenses, Taxes, Interest on Scrips, etc., less Discount and Interest	36,[illegible] 82	
		$217,740 72
Remaining		62,[illegible]
Twenty-five per cent and fifteen per cent returned in lieu of Scrip		[illegible]
Reserved for Unadjusted Losses		5,[illegible]
The Company have the following assets:		
347 Bonds City of New Orleans of $1,000 each		347,000 0
25 Bonds State of Louisiana of $1,000 each		25,000 00
36 Bonds State of Louisiana of $500 each		18,000 00
60 Bonds St. Charles Hotel Company of $1,000 each		60,[illegible] 00
80 U. S. 5-20 Bonds of $500 each		40,000 00
5 shares Vallette Dry Dock Company—$1000 each		5,000 00
300 shares Bank of New Orleans—$50 each, valued at $30	24,000 00	
450 shares Union Bank of New Orleans—$75 each, valued at $50	22,500 00	
245 shares Canal Bank—$50 each, valued at $50	12,250 00	
200 shares Mechanics' and Traders' Bank—$50 each, valued at $50	10,000 00	
125 shares Crescent City Bank—$50 each, valued at $15	1,875 00	
100 shares Merchants' Bank—$40 each, valued at $15	1,500 00	
		$127,125 00
Cash on hand		51,[illegible] 50
Real Estate No. 73 Camp street		30,000 00
Loans on Pledges		62,415 00
Bills Receivable	12,745 50	
Less Bad and Doubtful	6,544 14	
		6,201 46
Outstanding amounts in course of Collection	70,055 62	
Less Bad and Doubtful	10,211 65	
		59,844 97
Scrips of other Insurance Companies		3,440 00
Total Assets		$878,[illegible]

The above statement is a just, true and correct transcript from the books of the Company

ALFRED MOULTON, President.

A. W. HUNTER, Secretary.

STATE OF LOUISIANA.

PARISH OF ORLEANS CITY OF NEW ORLEANS.

Sworn to, and subscribed before me, this 14th day of January, 1868.

PARIS CHILDRESS,

Second Justice of the Peace.

The Board of Trustees have resolved to pay Six Per Cent in Cash, on all outstanding Certificates of Scrip, to the legal holders thereof, on and after the Second TUESDAY in February next, and they have further

Resolved, That in view of the depreciation of the Assets of the Company, the Scrip issues of the years 1858, 1859, 1860 and 1861, be and the same are hereby called in to accordance with the requirements of the Charter) for a Reduction of Twenty-five Per Cent on each issue, and that the said Scrips shall be surrendered for reduction on payment of the annual interest, as declared by a resolution of this Board adopted this day.

ALFRED MOULTON, President.

WM. M. PERKINS, Vice President.

A. W. HUNTER, Secretary.

TRUSTEES.

R. K. Converse,	S. P. Ethell,
Robert Hare,	Jos. H. Ludwigson,
Jos. Hoy,	J. H. Ludwigson,
Alfred Moulton,	A. H. May,
J. M. Allen,	Jno. T. Moore,
Jno. C. Rogers,	W. M. Perkins.

jan17 1m

Sun Mutual Insurance Company

OFFICE OF THE SUN MUTUAL INSURANCE CO., New Orleans, 23d Jan., 1868.

TWELFTH ANNUAL STATEMENT OF THE AFFAIRS OF THE SUN MUTUAL INSURANCE COMPANY OF NEW ORLEANS, for the year ending December 31st, 1867

Amount of Premiums for the year ending 1st December, 1867, viz.		
On Fire Risks	$106,471 [illegible]	
On Marine Risks	65,[illegible]	
On River Risks	45,[illegible]	
	$217,[illegible] 71	
Add unterminated risks, or 1866	86,[illegible] 00	
		$304,[illegible] 71
Deduct unterminated risks for 1867	60,415 00	
Return premiums for 1867	2,[illegible]	
		$ 63,[illegible] 04
Net earned premiums 31st Dec., 1867		$241,[illegible] 67
Losses paid during same period, viz		
On Fire Risks	$32,051 12	
On Marine Risks	39,641 76	
On River Risks	[illegible] 04	
		166,715 [illegible]
Add re-insurance	3,[illegible] 75	
Add on Prem	46,[illegible] 67	
		50,974 [illegible]
Expenses, Taxes, Rent Account, Profit and Loss, etc., less discount and Interest		71,610 21
Reserved for payment of interest on scrips due in 1868		86,215 19
		$294,512 [illegible]
Net profits		$ 37,161 [illegible]
The Company have the following Assets.		
Two hundred and nine Consolidated City Bonds valued at 80c		$167,200 00
One hundred and twenty-four N. O. J. and G. N. R. R. City Bonds valued at 70c		86,800 00
One hundred and two N. O. O. and G. W. R. R. City Bonds, valued at 70c		71,400 00
Twenty-five Pontchartrain R. R. City Bonds, valued at 70c		17,500 00
Four Opelousas R. R. State Bonds, valued at 50c		2,000 00
Six Mexican Gulf R. R. State Bonds, valued at 50c		3,000 00
Nine Vicksburg, S. and Texas R. R. State Bonds valued at 50c		4,500 00
Bank and Gas Stocks, etc.		163,455 00
Loans on Pledge		26,000 00
Loans on Mortgage		58,000 00
Bills Receivable		11,305 38
Premiums due in course of collection		47,183 [illegible]
Scrips of other insurance companies		13,409 00
Uncurrent funds		4,000 00
Coupons on City Bonds due, not collected		13,300 00
Cash on hand		54,874 41
		$707,700 61

The above statement is a true and correct transcript from the books of the Company

THOMAS SLOO, President.

THOS. ANDERSON, Secretary

STATE OF LOUISIANA,

Parish of Orleans City of New Orleans.

Sworn to and subscribed before me, this 23d day of January, 1868. PARISH CHILDRESS,

Second Justice of the Peace, Parish of Orleans.

The Board of Directors have resolved to pay six percent. interest on the outstanding certificates of profits, on and after the second Monday of February next. And they have further declared a Scrip dividend of Thirty Five per cent. on the net earned participating premiums for the year ending December 31st, 1867, for which certificates will be issued on and after the 16th day March next. THOMAS SLOO, President,

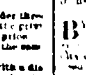
JOHN G. GAINES, Vice President.

THOS. ANDERSON, Secretary.

DIRECTORS.

Jno. G. Gaines,	E. J. Hart,
Henry Renshaw,	Jno. C. Ricks,
H. T. Lonsdale,	J. H. Stauffer,
S. Sisson,	J. S. Bres,
J. C. Barelli,	Thos. Sloo,
Theo. A. James.	jan25 1y

GENERAL TRANS-ATLANTIC COMPANY



REGULAR LINE FROM NEW ORLEANS TO ST. NAZAIRE, Corresponding with all the Antilles and Pacific Ocean Ports.

Fare from New Orleans to St. Nazaire, one berth, in first aft deck or 2d aft deck, $[illegible] in gold.

Fare from New Orleans to St. Nazaire, one berth, fore deck, $1[illegible] in gold.

Fare from New Orleans to St. Nazaire, steerage, $[illegible] in gold.

Children under three years old, free.

Children over three years and under eight, pay quarter price.

Children over eight and under twelve, pay half price. Children over twelve years pay full fare.

To every two children paying half price and to four children paying quarter price there will be granted one bed.

In case there should be several children under three years in one family, only one will be allowed the privilege of free passage; the others will pay quarter price.

Servants attached to the passengers will pay the same as steerage passage.

Through tickets for the round trip are given with a discount of [illegible] per cent, provided the traveler makes his return trip on one of the Company's vessels, within six months after the sailing of the vessel in which he took passage from this port. These tickets are not transferable.

Fourth class passengers will furnish their meals.

One stateroom with two beds taken up for the special use of one passenger will be paid at the rate of one and one-half passage.

All passage by this line is payable in gold.

From and after the 15th of February the French steamship GUYANE will leave regularly every month for Havana, in order to connect with the large steamers of the General Trans-Atlantic Company, plying between St. Nazaire and Vera Cruz.

For passage apply to

VICTOR PERRILLIAT, Agent,

[illegible] No 127 Common street

JACOB OTT Carpenter.

Special attention given to REPAIRING of STORE and DWELLINGS

Cisterns Made and Repaired.

☞ Orders left at 28 Tivoli Circle, or at L. DURAND corner Toulouse and Chartres streets, promptly attended to.

JACOB OTT Entrepreneur.

REPARE les MAGASINS et les MAISON de résidence

Fait et répare les citernes.

Les ordres laissés au No 28, Cercle Tivoli, ou chez L. DURAND, coin Toulouse et Chartres, seront ponctuellement exécutés. 12 nov—1an

TREATMENT

—OF—

SECRET AND CUTANEOUS DISEASES, SIPHILIS, GONORRHEA, ULCERATIONS, OBSTRUCTIONS, ERUPTIONS, RHEUMA, SCROFULA SCURVY, &c.

S. GAUDON,

Brought, from the Paris University,

Corner Conti and Burgundy Streets, ap28 1

JUDICIAL SALES.

Gaspar Theurer vs. Succession of J. Sandrock.

FIFTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS.—No. 3,307.—By virtue of a writ of seizure and sale, to me directed by the Honorable the Fifth District Court of New Orleans, in the above entitled cause, I will proceed to sell at public auction, at the Merchants and Auctioneers' Exchange, Royal street between Canal and Customhouse streets, in the Second District of this city, on TUESDAY July fourteenth, 1868, at 12 o'clock m.,

A LOT OF GROUND, together with the buildings thereon and appurtenances belonging thereto situate in the Third District of this city, in the square bounded by History or Kerlerec, Love or Rampart, St. Anthony and Craps or Bourgundy streets, said lot having American measure, thirty feet front on [illegible] and three [illegible] front on Kerlerec street, by one hundred and twenty-seven feet seven inches and six [illegible] depth, according to a sketch drawn by J. A. D'Hémécourt, surveyor, on the 30th of April, 1859.

Being the same property purchased by J. Sandrock from G[illegible] Scherlzen as per act executed before A[illegible] Devilous, notary public in this city, on the 11th November, 1865.

[illegible] the above sale.

Terms—Cash on the spot.

GEO. W. AVERY, Sheriff of the parish of Orleans

je13 21 & jy7 14

Vincent Prats vs. Josephine Benit, now wife of Etienne Carlon.

THIRD DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS.—No. 26,296.—By virtue of a writ of seizure and sale to me directed by the Honorable the Third District Court of New Orleans, in the above entitled suit, I will proceed to sell at public auction, at the Merchants and Auctioneers' Exchange, Royal street, between Canal and Customhouse streets, in the Second District of this city on SATURDAY, July eighteenth, 1868 at 12 o'clock m.

A CERTAIN LOT OF GROUND, together with all the buildings and improvements, rights, ways, privileges, servitudes and appurtenances thereunto belonging or in anywise appertaining, situated in the First District of this city, in the square bounded by Poydras, Perdido, B[illegible], Adeline and Magdalen streets [illegible] and the property [illegible] in the situation of Claiborne street, said lot being designated by the No. Fifteen, on a plan made by George T. Dunbar, surveyor, dated 28 June 1849, and deposited as plan No. Three in the office of G. R. Stringer, [illegible] in this city and [illegible] measuring thirty-[illegible] feet [illegible] inches front on the property [illegible] line of said Claiborne street, [illegible] in depth on the rear one hundred and seven feet six inches in depth on the side line of lot No. Twelve, and ninety feet six inches in depth on the opposite side line. American measure, required by the said Miss Benit from Jean Rott, per act passed before A. [illegible] Ducourt, notary public in this city, on the 17th January 1867.

[illegible] in the above suit.

Terms—Cash on the spot.

GEO W. AVERY, Sheriff of the Parish of Orleans.

je16 25 jy3 11 18

Buddy Blanchard vs. John Cooney

FIFTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS.—No. 19,8[illegible].—By virtue of a writ of seizure and sale Court directed by the Honorable the Fifth District Court of New Orleans, in the above entitled cause to Geo. W. Avery, late Sheriff and by said late Sheriff to the undersigned, and by consent of parties therein interested, I will proceed to sell, at public auction, at the Merchants and Auctioneers' Exchange, Royal street, between Canal and Customhouse streets in the Second District of this city on FRIDAY, the [illegible] day of July, 1868, at 12 o'clock, m., the following described property, viz:

A CERTAIN PORTION OF GROUND, situated lying and being in the Suburb, in front of the suburb St. Mary, in the First District of this city in the square bounded by South Market, Delord, New Levee and Tchoupitoulas streets, as per plan drawn by Chas. G. de L'Isle, architect, dated New Orleans 12th, [illegible] and which will be exhibited at the time and place of sale. Which said portion of ground having according to said plan the following dimensions, viz: about eighty feet eight inches front of New Levee street, about one hundred and eleven feet [illegible] inches in width at the rear, by about thirty-[illegible] feet front and [illegible] depth and front on South Market street, and being part of a lot of ground designated by No. Fifty three, on a plan made by Pilie, late surveyor, 18[illegible] and deposited in the office of [illegible] late notary public in this city, on the 24th June 1828. Together with all the buildings and improvements thereon, consisting of a two story brick house, slate-roofed, outhouses, etc.

Being the same property which the defendant acquired by purchase at a sale of the United States Marshal, and by him sold by virtue of a writ of "vend exponas" to him directed by the Honorable the District Court of the United States for the District of Louisiana, in the suit entitled "United States vs. [illegible] lots and 10 squares of ground, property of John Slidell, No. 7[illegible] of the docket of said court, as per deed of sale dated June 14th, 1865, duly recorded in the Conveyance office, in Book 91, folio 425.

Said sale is made the above suit.

Terms—This being the second and last auction the said property will be sold by adjudication to the highest and last bidder for what it will bring, at twelve months credit, the purchaser to assume [illegible] the extent of the amount [illegible] by the payment of a sum secured by a mortgage held on the property of the extent of six hundred and fifty-eight dollars and twenty-[illegible] cents, ($658 25) dated on the 18th day of August 1867 falling due on the 18th day of August next (1868) and bearing interest at the rate of six per cent per annum from date till paid, the purchaser to assume the amount for the balance, with good and sufficient security, in local [illegible] according to law, bearing eight per cent interest per annum from date and special mortgage on the property sold, and with all [illegible] to be [illegible] reserved to the Sheriff and Clerk's fees [illegible] of price, and the amount of taxes due, and attorney's fees [illegible] and fifty dollars ($250) or thereabouts, and for the recovering of the State, Parish and Municipal taxes, the amount of which will be ascertained.

THOS. L. MAXWELL, Sheriff of the Parish of Orleans

jy3 11 15 19 4

LEGAL NOTICES.

In the Matter of Ewell and Coppell, in Bankruptcy.

DISTRICT COURT OF THE UNITED STATES—For the District of Louisiana.—In the matter of Ewell and Coppell, bankrupts.—No. [illegible] In Bankruptcy.—Whereas a petition has been filed in said Court against [illegible] and Coppell of the parish of Orleans, and State of Louisiana, [illegible] to have them adjudged bankrupts, [illegible] their creditors, and a meeting [illegible] and the delivery of any property [illegible] and the transfer of any property by them are forbidden by law; and that a meeting of the creditors of said bankrupts to prove their debts and to choose one or more assignees of their estate, will be held at a Court of Bankruptcy to be holden at [illegible] said District, on the [illegible] day of August A. D. 1868, at [illegible] o'clock, at the office of [illegible] Flinth, Esq., one of the Registers in Bankruptcy of said Court.

[No. [illegible]]

F. J. HERRON, U. S. Marshal, Dist. Louisiana.

UNITED STATES DISTRICT COURT—District of Louisiana.—In the matter of INEZ KATTS, bankrupt.—No. [illegible] In bankruptcy.—Whereas, [illegible] Katts of New Orleans and District aforesaid, duly declared a bankrupt under the Act of Congress of March 2, 1867, has on this day filed in said Court a petition praying for his discharge and certificate thereof, from all his debts and other claims provable under said Act.

Notice is therefore given to all creditors who have proved their debts and other persons in interest, to appear on the [illegible] day of [illegible], at [illegible] o'clock, at the office of [illegible], show cause, if any they have, why the prayer of the said petition should not be granted.

Clerk's Office, New Orleans, June 29, 1868.

[illegible] KLOEW[illegible], Deputy Clerk.

CITATION.

To the Heirs of the late Alexandre Lassays

THE STATE OF LOUISIANA—PARISH OF PLAQUEMINES—SECOND JUDICIAL DISTRICT COURT.—[illegible] [illegible]

[illegible]

Clerk's office, Parish of Plaquemines April 4th, 1868.

ARMAND LARTIGUE, Clerk.

CITATION.

To Mrs Virginia Minor, wife of H. H. Minor

THE STATE OF LOUISIANA.—PARISH OF PLAQUEMINES—SECOND JUDICIAL DISTRICT COURT.—[illegible] [illegible]

Witness the Honorable Charles O. Dugué, Judge of said Court.

Clerk's office, parish of Plaquemines, March 16th, 1868. ARMAND LARTIGUE, Clerk.

[illegible]

CONSTABLE'S SALES.

Josephine Ray vs. Madden.

THIRD JUSTICE OF THE PEACE—PARISH OF ORLEANS.—No. 2651.—By virtue of a writ of fieri facias directed to the Constable by the Hon. Paul W. Collens, Third Justice of the Peace in and for the parish of Orleans, I will proceed to sell, on TUESDAY, the 14th day of July, 1868, at 12 o'clock m., at the stable of M. [illegible], situated on [illegible] between Bienville and Customhouse streets, the following property: One horse, one spring WAGON, one HORSE and one old BROOM. Seized in the above suit. Terms, Cash [illegible]

J. A. BOLAISON, Constable.

S. Runkel, Manager Orleans Hotel, vs Mr and Mrs Guillot.

THIRD JUSTICE OF THE PEACE—PARISH OF ORLEANS.—No. [illegible]—By virtue of a writ of fieri facias directed to [illegible] [illegible]

J. A. BOLAISON, Constable.

Johanna Markey vs. Bernard Scanlan—No. 5,91[illegible].

BY virtue of and in obedience to a writ of fieri facias [illegible] to me, as Constable, by the [illegible] [illegible]

A CERTAIN LOT OF GROUND, situated in the [illegible] [illegible]

Terms—Cash in U. S. Treasury notes. U. S. Internal Revenue stamps at purchaser's expense.

[illegible] J. A. BOLAISON, Constable

Important to Travelers.

FARE REDUCED.

ON AND AFTER APRIL 10th,

FARE via NEW ORLEANS, JACKSON AND GREAT NORTHERN RAILROAD,

—AND—

MISSISSIPPI CENTRAL RAILROAD.

To the following points will be:

NEW YORK	$36 00
PHILADELPHIA	32 00
BALTIMORE	31 00
WASHINGTON	27 30

For information and particulars apply at Ticket Office, corner Camp and Common, under City Hotel, and Depot, Calliope street,

T. S. WILLIAMS,

General Superintendent N. O. J. and G. N. R. R.

E. D. FROST,

ap12 3m Gen' Sup't Miss. Central Railroad.

THE NEW ORLEANS DAILY BEE

DUFOUR & LIMET, PUBLISHERS.

Office, No. 73 Chartres Street.

RATES OF ADVERTISING.

Squares.	1 month	2 mon.	3 mon.	6 mon.	1 year
One	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Two	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Three	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Four	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Five	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Six	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Seven	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Eight	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Nine	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Ten	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Eleven	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Twelve	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Thirteen	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Fourteen	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Fifteen	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Thirty	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

THE SEMI-WEEKLY BEE

Is published every Tuesday and Saturday mornings. Subscription, $4 per annum, in advance. Single copies ten cents.

RATES OF ADVERTISING:

Squares	1 mo	2 mos.	3 mos.	6 mos.	12 mos.
One	$5 00	$[illegible]	$[illegible]	$[illegible]	$[illegible]
Two	9	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Three	12	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Four	14	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Five	16	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Ten	25	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Fifteen	30	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Thirty	55	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

PLATFORM

OF THE

Democracy of the United States,

ADOPTED BY

A Unanimous Vote of Delegates in National Convention Assembled.

The Democratic party, in National Convention assembled, reposing its trust in the intelligence, patriotism and discriminating justice of the people, standing upon the Constitution as the foundation and limitation of the powers of the Government, and the guarantee of the liberties of the citizen, and recognizing the questions of slavery and secession as having been settled for all time to come by the war or the voluntary action of the Southern States in Constitutional Conventions assembled, and never to be renewed or reagitated, do, with the return of peace,

DEMAND,

FIRST—Immediate restoration of all the States to their rights in the Union under the Constitution and of civil government to the American people.

SECOND—Amnesty for all past political offenses, and the regulation of the elective franchise in the States by their own citizens

THIRD—Payment of the public debt of the United States as rapidly as practicable—all money drawn from the people by taxation, except so much as is requisite for the necessities of the Government economically administered, being applied to such payment; and where the obligations of the Government do not expressly state upon their face, or where the law under which they were issued does not provide that they shall be paid in coin, they ought in right and in justice to be paid in the lawful money of the United States. [Thunders of applause.]

FOURTH—Equal taxation of every species of property according to its real value, including Government bonds and other public securities. [Renewed cheering, and cries of read it again.]

FIFTH—One currency for the Government and the people, the laborer and the office-holder, the pensioner and the soldier, the producer and the bondholder. [Great cheering, and cries of "Read it again."]

The fifth resolution was again read and again cheered

SIXTH—Economy in the administration of the Government, the reduction of the standing army and navy, the abolition of the Freedmen's Bureau, [great cheers] and all political instrumentalities designed to secure negro supremacy; simplification of the system and discontinuance of inquisitorial modes of assessing and collecting internal revenue, so that the burden of taxation may be equalized and lessened; the credit of the Government and the currency made good, the repeal of all enactments for enrolling the State militia into National forces in time of peace, and a tariff for revenue upon foreign imports, and such equal taxation under the Internal Revenue laws as will afford incidental protection to domestic manufactures, and as well, without impairing the revenue, impose the least burden upon and best promote and encourage the great industrial interests of the country.

SEVENTH—Reform of abuses in the administration, the expulsion of corrupt men from office, the abrogation of useless offices, the restoration of rightful authority to and the independence of the Executive and Judicial Departments of the Government. The subordination of the military to the civil power, to the end that the usurpations of Congress and the despotism of the sword may cease.

EIGHTH—Equal rights and protection for naturalized and native born citizens at home and abroad, the assertion of American nationality, which shall command the respect of foreign powers and furnish an example and encouragement to people struggling for national integrity, constitutional liberty and individual rights, and the maintenance of the rights of naturalized citizens against the absolute doctrine of immutable allegiance and the claims of foreign powers to punish them for alleged crime committed beyond their jurisdiction—[Applause.]

The Bill of Indictment Against the Radical Party.

In demanding these measures and reforms, we arraign the Radical party for its disregard of right and the unparalleled oppression and tyranny which have marked its career after the most solemn and unanimous pledge of both Houses of Congress to prosecute the war exclusively for the maintenance of the Government and the preservation of the Union and the Constitution.

It has repeatedly violated that most sacred pledge, under which was rallied that noble volunteer army which carried our flag to victory. Instead of restoring the Union it has so far as in its power, dissolved it, and subjected ten States, in time of profound peace, to military despotism and negro supremacy.

It has nullified the right of trial by jury.

It has abolished the writ of *habeas corpus*, that most sacred writ of liberty.

It has overthrown the freedom of speech and press

It has substituted arbitrary seizures and arrests, and military trials, and secret star chamber inquisitions for Constitutional tribunals.

It has disregarded in time of peace the right of the people to be free from searches and seizures.

It has entered the post and telegraph offices, and even the private rooms of individuals, and seized their private papers and letters without any specification or notice of affidavit, as required by the organic law

It has converted the American Capitol into a bastile.

It has established a system of spies and official espionage to which no constitutional monarchy of Europe would dare to resort.

It has abolished the right of appeal, on important Constitutional questions, to the supreme judicial tribunals and threatens to curtail or destroy its original jurisdiction, which is irrevocably vested by the Constitution; while the learned Chief Justice has been subjected to great and atrocious calumnies because he would not prostitute his high office to the support of the false and partisan charges preferred against the President.

Its corruption and extravagance have exceeded anything known in history, and by its frauds and monopolies it has nearly doubled the burden of the debt created during the war.

It has stripped the President of his constitutional power of appointment, even of his own Cabinet.

Under its repeated assaults the pillars of the Government are rocking on their base, and should it succeed in November next, and inaugurate its President, we will meet it as a subjected and conquered people, amid the ruins of liberty, and the scattered fragments of the Constitution.

Further Declarations.

AND WE DO DECLARE AND RESOLVE, that ever since the people of the United States threw off all subjugation to the British Crown, the privilege and trust of suffrage have belonged to the several States, and have been granted, regulated and controlled exclusively by the political power of each State, respectively, and any attempt by Congress, on any pretext whatever, to deprive any State of this right, or interfere with this exercise, is a flagrant usurpation of power, which can find no warrant in the Constitution, and if sanctioned by the people will subvert our form of Government, and can only end in a single, centralized, consolidated Government, in which the separate existence of the States will be entirely absorbed, and an unqualified despotism be established in place of a federal Union of equal States

That we regard the reconstruction acts of Congress, so called, as usurpations, unconstitutional, revolutionary and void

That our soldiers and sailors who carried the flag of our country to victory against a most gallant and determined foe, must ever be gratefully remembered, and all the guarantees given in their favor must be faithfully carried into execution

That the public lands should be distributed widely among the people, and should be disposed of either under the pre-emption of homestead lands, and sold in reasonable quantities, and to none but actual occupants, at the minimum price, as established by the Government, and that, when grants of the public lands may be allowed, necessary for the encouragement of important public improvements, the proceeds of the sale of such lands, and not the lands themselves, should be so applied

That the President of the United States, Andrew Johnson, in exercising the power of his high office in resisting the aggressions of Congress on the constitutional rights of the States and the people, is entitled to the gratitude of the whole American people and on behalf of the Democratic party we tender him our thanks for his patriotic efforts in that regard. [Great applause.]

The Appeal to the People.

Upon this platform the Democratic party appeal to every patriot, including all the conservative element, and all who desire to support the Constitution and restore the Union, forgetting all past differences of opinion, to unite with us in the present great struggle for the liberties of the people; and that to all such, to whatever party they may have heretofore belonged we extend the right hand of fellowship, and hail all such co-operating with us as friends and brothers.

Home Mutual Insurance Company of New Orleans.

Office, No. 73 Camp street, Corner of Natchez street.

SIXTEENTH YEAR.

Premiums received during the year ending December 31, 1867	$321,[illegible] 00
Losses, taxes, expenses, re-insurance, etc., paid during same period	$217,740 00
Assets on the 31st December 1867	$878,724 [illegible]

This Company continues to insure against the perils of the Seas, Rivers, and loss or damage by Fire, at the current rates of premium.

ALFRED MOULTON, President.

WM. M. PERKINS, Vice President

A. W. HUNTER, Secretary.

TRUSTEES.

J. M. Allen,	J. H. Ludwigson,	R. K. Converse,
A. Moulton,	Wm. Chambers,	A. H. May,
S. P. Ethell,	John T. Moore,	Robert Hare,
Wm. M. Perkins,	J. H. Ludwigson,	John C. Rogers.

DR. V. FORTINEAU

HAS returned to Louisiana and resumed the practice of his Profession.

OFFICE, corner Bourbon, and Residence at No. [illegible] Customhouse street.

[illegible]

Choice Lumber for Counters, &c.

15,000 FEET of choice black Walnut LUMBER, suitable for counters, for [illegible] on reasonable terms, to close a consignment. Also a supply of YELLOW PINE LUMBER and Tongued and Grooved FLOORING and CEILING

For sale by AMY & McCONNELL,

jan13 1y No. [illegible] Carondelet street